

LETTRE OUVERTE
DE L'U. G. T. A
A LACOSTE

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 52 - 1^{er} Quinz. - DECEMBRE 1956

BI-MENSUEL : 30 fr.

LE PRÉALABLE A L'OFFENSIVE DES MASSES OUVRIÈRES

La situation française est plus déconcertante que jamais, à première vue. Elle se caractérise en premier lieu par un « pourrissement » généralisé (terme employé avec prédilection par les militaires). Le « pourrissement » concerne le régime atteint au plus profond par l'effondrement irrémédiable du vieil empire d'outre-mer, exténué par douze ans de guerre coloniale et incapable de se gouverner. Les dirigeants socialistes qui ont volé au secours de ce régime en décomposition ont mis tant d'ardeur à le servir qu'ils l'ont poussé plus avant dans l'impasse.

La crise du régime se double maintenant de la menace d'une débâcle économique.

Le « pourrissement » s'exprime en particulier dans le prolongement d'une expérience gouvernementale dont la faillite saute aux yeux. Nul ne s'avise de renverser le plus médiocre des gouvernements sans crédit, sans autorité.

Les seuls encouragements dont peut s'enorgueillir le ministère à direction socialiste lui vient du MRP et de Pinay. La droite lui est reconnaissante de s'être salie les mains en poursuivant la plus réactionnaire des politiques que la droite eut été incapable de réaliser elle-même. Mais le soutien qu'accorde Pinay à Guy Mollet ne s'explique pas seulement par le fait que le secrétaire général de la SFIO exauce les désirs les plus secrets de la réaction. Ces messieurs préfèrent, malgré tout, diriger eux-mêmes leurs affaires — les affaires de LEUR ETAT — et ne pas en laisser disposer leurs laquais.

Si la bourgeoisie jusqu'à ses éléments les plus réactionnaires affiche une patience illimitée à l'égard de ce gouvernement qui collectionne les échecs, la raison principale en est qu'elle redoutait jusqu'à ces derniers temps la puissance du mouvement des masses, tout divisé, tout désorganisé, tout désamorcé qu'il soit. Force est de constater que le « pourrissement » s'étend jusqu'au mouvement ouvrier ou, plus exactement, jusqu'à ses sommets dirigeants du moment, puisqu'une force immense, redoutée par l'ennemi de classe, assiste passivement au déferlement des plus grandes catastrophes.

Portés au pouvoir par le grand élan populaire en faveur de la paix en Algérie, Mollet-Lacoste paraissent toujours décidés à poursuivre leur « pacification ». Ils représentent maintenant le dernier carré des pacificateurs, les cercles politiques les plus larges et les plus situés à droite, s'étant progressivement convertis à l'idée d'un règlement politique accordant forcément de larges concessions au peuple algérien dans la voie de l'indépendance.

L'optimisme de Robert Lacoste qui s'imagine promu aux rôles historiques depuis qu'il est devenu le jouet des cliques militaires et colonialistes, est inaltérable. Il parle du dernier quart d'heure de la « pacification ». Il laisse d'ailleurs entendre discrètement que si cette « pacification » se prolonge et si elle venait à échouer, la faute en incomberait à la métropole, aux Tunisiens, aux Marocains, aux États arabes, aux États-Unis, à l'ONU, etc. A chaque sursaut d'énergie de Lacoste, Guy Mollet acquiesce et le Conseil des ministres dit amen... après longue discussion.

Il semble plus réaliste de prédire que nous approchons du dernier quart d'heure de Robert Lacoste et de ses pareils. L'expédition égyptienne, ne fussions pas, devait frayer la victoire en Algérie. Une issue militaire favorable à Suez n'aurait pourtant pas entraîné le prompt règlement du problème algérien. Mais la débâcle à Port-Saïd hâtera à coup sûr l'échec en Algérie. C'est si clair que nombre de politiciens bourgeois pressent le

gouvernement de prendre l'initiative des négociations sans attendre l'intervention de l'ONU et l'internationalisation américaine. Eisenhower qui n'avait pas le temps de recevoir Mollet s'est entretenu longuement avec Bourguiba et les ministres marocains qui recherchent à la fois une inter-

Robert LEBLOND.

(Suite page 12).

PORT-SAÏD ÉVACUÉ, le danger de guerre subsiste

En termes qui veulent être dignes, les impérialistes anglais et français évacuent Port-Saïd. On s'en va de notre propre gré, disent-ils, et puis vous allez voir ce que vous allez voir si Nasser n'accepte pas nos conditions en ce qui concerne le canal de Suez. Tristes fantoches qui voulaient jouer les bravaches, qui ont dû arrêter leur aventure au quatrième jour, et qui ont tout juste réussi à créer en ce temps une situation économique grave en Europe. Là encore on ergote sur les termes : pénurie pas crise, dit un quelconque ministre, au moment où le chômage commence à sévir, où les prix vont monter, où l'inflation est inévitable.

C'est sous diverses pressions conjuguées que les aspirant-Bonaparte ont été contraints de renoncer précipitamment à leur expédition d'Égypte. Les masses arabes commencent à créer un chaos qui annulerait de loin tout ce qui pouvait être gagné sur le terrain militaire. Les masses anglaises entraînent en mouvement, comme on ne l'avait pas vu depuis très longtemps. Le gouvernement soviétique ne dissimulait même pas en termes diplomatiques qu'il était prêt à intervenir de toutes ses forces. Le gouvernement des États-Unis faisait savoir à ses « alliés » qu'ils devaient

stopper tout de suite et qu'il ne lâcherait pas une goutte de pétrole aussi longtemps que l'Égypte ne serait pas évacuée.

Le mouvement des masses a sa propre logique et, de l'affaire de Suez, il sortirait davantage renforcé si l'intervention soviétique en Hongrie n'avait pas éloigné les possibilités de front unique et troublé profondément les rangs communistes. En tout cas, les masses arabes sont plus ardentes que jamais.

Sur le plan des États, la France et la Grande-Bretagne sont plus dépendantes que jamais de l'impérialisme américain. Celui-ci ne manquera pas de fournir une nouvelle aide à l'Europe, une nouvelle sorte de « plan Marshall » pour les mêmes raisons qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale : il ne peut permettre à l'Europe capitaliste de s'effondrer ; mais il renforcera son emprise sur l'Europe dans une mesure accrue, car il se trouve en présence d'une situation beaucoup plus difficile qu'en 1947.

A cette époque, il porta tous ses efforts sur l'Europe, et il ne tarda pas à voir l'Extrême-Orient lui échapper en grande partie ; c'est de

Pierre FRANK.

(Suite page 12).

NOTRE PARTI PRÉPARE SON XII^e CONGRÈS NATIONAL

Le XII^e Congrès National de notre Parti revêtira une importance particulière après les événements d'octobre-novembre. Ceux-ci ont apporté une éclatante confirmation à l'analyse que nous avons donnée, voici 4 ans, de l'évolution de la situation internationale et du mouvement ouvrier et d'après laquelle nous avons depuis lors orienté notre action dans la classe ouvrière.

La révolution politique en Pologne et en Hongrie porte à son paroxysme la crise finale du stalinisme international et marque l'intensification de la lutte ouverte contre la bureaucratie pour le retour à la démocratie soviétique en URSS même.

Dans le même temps l'impérialisme acculé par la révolution coloniale se jette dans des aventures guerrières qui, telle celle de Suez, peuvent à tout moment entraîner le monde dans la troisième guerre mondiale.

Les profondes conséquences de cette situation s'expriment dans le mouvement ouvrier international où les organisations de masse traditionnelles voient s'approfondir en leur sein une crise au travers de laquelle s'opère une différenciation politique importante. Cette différenciation se fait maintenant jour au sein des Partis Communistes entre la direction opportuniste et un courant gauche. Le Parti Communiste Français n'échappe pas à cette évolution inéluctable.

Les militants révolutionnaires du PCF cherchent maintenant une voie qui, rompant avec la politique opportuniste et droitiste de la direction Thorez-Duclos entraîne l'ensemble de leur parti et des masses qui le suivent dans la voie de la lutte effective contre le capitalisme français, la guerre qu'il mène en Algérie, la catastrophe économique où il entraîne le pays, la voie de la lutte pour le socialisme.

Armés par les III^e et IV^e Congrès de notre Internationale d'une juste compréhension de cette évolution, nous nous sommes depuis 4 ans préparés à jouer notre rôle dans cette situation en accélérant le processus par l'apport de nos idées marxistes révolutionnaires à ces militants qui les cherchent, au travers de notre action dans la classe ouvrière et ses organisations.

Plus que jamais nous pensons qu'à de rares exceptions près ces militants voudront mener la lutte à l'intérieur du PCF et ne seront attirés par aucun de ceux qui leur proposent d'en sortir pour constituer des regroupements centristes coupés des larges masses et isolés des dizaines de milliers de militants qui restent et resteront

dans leur Parti pour y imposer une politique révolutionnaire de lutte contre le capitalisme.

Plus que jamais nous sommes persuadés que nous avons adopté la seule voie juste et efficace en choisissant délibérément d'orienter notre action vers ces militants, ces cadres de la classe ouvrière qui demain la dirigeront dans sa lutte. Au travers de leur expérience ils trouveront la voie de notre programme et de notre parti révolutionnaire, d'autant mieux et plus vite que nous sommes et serons à leurs côtés dans cette expérience.

Nous sommes d'autant plus fermes sur cette position que sa justesse nous est confirmée par le nombre croissant d'adhésions recueillies par notre Parti dans les derniers mois, tant en province qu'à Paris.

La large sympathie suscitée autour de nous par notre action contre la guerre d'Algérie, l'intérêt témoigné à notre journal et à la Revue IV^e Internationale, s'expriment par l'augmentation du nombre des abonnés et la participation à nos réunions publiques. Le numéro spécial de la Revue IV^e Internationale consacré au Rapport Khrouchtchev commenté par la IV^e Internationale a été presque complètement épuisé et sera sous peu réédité avec des additifs, étant donné le nombre de commandes qui continuent à nous parvenir. Les commandes reçues par le S.E.L. pour les œuvres de Léon Trotsky sont en augmentation constante.

Le Comité Central de notre Parti qui s'est réuni dernièrement a, dans sa discussion sur les récents événements d'Europe Orientale et du Moyen Orient et leurs répercussions en France, complété le texte politique soumis à la discussion du Parti pour son 12^e Congrès.

Il a fait le point des progrès de notre organisation et a décidé d'intensifier notre expression politique, tant en ce qui concerne notre journal (qui sera désormais sur 12 pages chaque quinzaine), que la fréquence de nos réunions publiques.

Jamais notre Section Française de la IV^e Internationale n'a autant que maintenant uni à une juste politique une tactique efficace lui permettant de gagner à elle les meilleurs militants de la classe ouvrière.

C'est ce que mettront en lumière les débats de notre 12^e Congrès.

S. MINGUET.

L'OPPOSITION

n'est pas à droite...

Depuis quelques semaines, la presse officielle du PCF présente un curieux aspect: moins que jamais elle ne définit de perspectives d'action; par contre, ses colonnes sont remplies d'attaques véhémentes contre les opposants qui, au sein même du parti, remettent en cause la ligne de leur direction. A l'inoubliable article de M. Servin sur les termites ont succédé une foule de documents du même acabit. Tous ont caractère commun; ils cherchent à représenter les critiques du Bureau Politique comme des opportunistes fieffés. Thorez, Casanova et autres veulent établir que quiconque n'épouse pas leur point de vue abandonne par là-même les principes de la lutte de classes et s'oriente vers la droite, en direction du mendessisme ou de tout autre formation extra-ouvrière. Ces attaques, à usage interne du PCF, se complètent tout naturellement de violentes polémiques à l'encontre de « France-Observateur » et de tous ceux qui se placent plus ou moins sur les mêmes positions que ce journal. L'ensemble de l'opération a pour but de démontrer l'identité profonde existant entre l'opposition communiste et la Nouvelle Gauche.

S'ils s'avèrent de plus en plus incapables d'aucune initiative politique, les leaders stalinien n'en connaissent pas moins à merveille leur métier de bureaucrates. Et leur attitude actuelle n'est nullement le fruit du hasard. Quelles en sont alors les causes? Une d'entre elles est évidente: son appui inconditionnel de tous les crimes du stalinisme a coupé la direction du parti de la grande masse des intellectuels communistes et non communistes. Cet isolement serait dangereux pour tout parti ouvrier, étant donné le rôle que joue l'intelligentsia dans la société française. Il l'est particulièrement pour le PCF qui attache plus d'importance à l'alliance avec les petits bourgeois, progressistes ou pacifistes, qu'à l'initiative des travailleurs en lutte. Aussi Maurice Thorez et son équipe se voient-ils obligés de contre-attaquer: ils tentent d'accabler ceux qui, comme « France-Observateur », jouissent d'un prestige dû à leur campagne actuelle contre les aspects les plus odieux du stalinisme. En même temps, ils cherchent à renouer avec certains intellectuels. Les aboiements de Garaudy et les paroles douces de Waldeck Rochet représentent les deux aspects de cette tactique.

Cette analyse, fort réjouissante pour certains, n'explique toutefois que certaines formes de la politique actuelle des staliens; elle n'en montre pas les racines profondes. En effet, la force du PCF réside dans l'ampleur de son audience ouvrière. Tant que celle-ci subsiste, tant qu'aucune rupture n'est intervenue entre la base prolétarienne et la direction du parti, cette dernière conserve un potentiel suffisant pour se maintenir en place. Et toute la politique des staliens consiste à tout mettre en œuvre pour conserver l'appui de la majorité des travailleurs communistes.

Ce souci constant permet de mieux comprendre la nature de la tactique actuelle de M. Thorez et de son équipe. Pour le moment, les militants des cellules d'entreprises ne participent pas activement à la

(Suite page 3).

TRADUITS EN JUSTICE...

La justice ne nous oublie pas. Pour divers articles parus dans « La Vérité des Travailleurs » en 1954 et 1955 en faveur de la révolution algérienne, nos camarades Jacques Privas et Pierre Frank sont déferés devant la 16^e Chambre Correctionnelle le 10 décembre, pour atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat.

Ainsi sous un gouvernement à direction socialiste, organisateur de l'aventure égyptienne, le délit d'opinion est instauré. Au moins sur ce terrain le gouvernement a un peu plus de chances d'obtenir des succès.

Mais au bout du compte, c'est la révolution algérienne qui triomphera.

Nous informerons nos lecteurs de la marche du procès dans notre prochain numéro.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

CERCLE D'ETUDES MARXISTES

Le Cercle d'Etudes Marxistes continue régulièrement son activité. La première partie, basée sur l'étude de la philosophie marxiste est terminée.

A la suite des événements de Pologne et de Hongrie, nous avons été amenés à revoir le programme des Cours. De l'avis de tous s'imposait la discussion immédiate de ces événements et une autre répartition des Cours. L'étude du mouvement ouvrier et en particulier de la période après la Révolution Russe de 1917.

Le stalinisme, l'opposition de gauche en URSS et la IV^e Internationale seront analysés dans les prochaines semaines.

Nous rappelons que les Cours ont lieu les vendredis à 20 h. 30 aux Sociétés Savantes, salle 10. Le Cours n'aura pas lieu le vendredi 14 décembre, et nous appelons tous les participants au Cercle à assister ce soir-là au Cercle Karl Marx.

CERCLE KARL MARX

A la demande de lecteurs de notre journal et de sympathisants de notre Parti, nous avons résolu d'organiser un cercle de discussions où nous débattrons démocratiquement de tous les problèmes intéressants actuellement le mouvement ouvrier

Nous ferons appel aux suggestions de tous ses participants pour en établir le programme de discussions. Dès maintenant, étant donné l'énorme importance de la lutte des héroïques prolétaires polonais et hongrois contre le stalinisme, pour le retour au communisme véritable, nous avons choisi d'inaugurer le Cercle Karl Marx par un débat sur le sujet suivant:

QUE S'EST-IL PASSE EN POLOGNE

ET EN HONGRIE?

POURQUOI UNE SECONDE REVOLUTION?
SES OBJECTIFS

Cette première réunion aura lieu

VENDREDI 14 DECEMBRE 1956

à 21 heures

Sociétés Savantes, Salle H
Rue Serpente (Métro Odéon)

Tous les sympathisants de notre Parti, tous les lecteurs de « La Vérité des Travailleurs », les militants ouvriers qui veulent comprendre et tirer les leçons des événements gigantesques qui bouleversent le monde voudront participer à notre Cercle Karl Marx, en animer les discussions.

L'épreuve ne fait que commencer pour l'équipe Thorez

Le Comité Central se réunit beaucoup plus fréquemment. C'est le signe des difficultés de la Direction face aux événements nationaux et internationaux. Au cours de la dernière session, Guyot au nom du Bureau Politique a décerné au PCF, au PCUS et au Parti Albanais un brevet de marxisme-léninisme: Il a attaqué, en conséquence, les partis polonais, yougoslaves et italiens. Même si l'on n'épouse pas toutes les thèses des partis attaqués, les prétentions révolutionnaires du PCF sont ridicules.

Reprenons un certain nombre de thèmes évoqués dans le rapport de Guyot; à commencer par celui de l'internationalisme prolétarien.

Les communistes internationalistes s'appliquent à dénoncer ce qu'il y a de fallacieux, surtout à notre époque, dans ce que certains appellent le communisme national. Nous ne nions pas, pour autant l'existence de particularités nationales de la lutte révolutionnaire et à plusieurs reprises nous y avons même insisté. Mais ces particularités nationales que les dirigeants de l'URSS, malgré leurs paroles, ont oublié par calcul et intérêts bureaucratiques, ne doivent pas cacher le caractère internationaliste de la lutte pour le socialisme. Pour la Direction du PCF ce caractère internationaliste est entendu en un sens bien étroit, très particulier: il signifie l'alignement sur les positions du PCUS et du gouvernement soviétique (pour la dernière période: politique opportuniste consécutive aux entretiens Pineau-Krouchtchev; résolution commune du 30 juin; interprétation des événements de Po-

logne et de Hongrie). Cette attitude est condamnable car:

1) Le PCUS et le gouvernement soviétique ne sont plus ce qu'ils étaient dans les premières années de la révolution, mais ils représentent une couche privilégiée de la population, la bureaucratie qui a dépossédé le prolétariat de la direction politique de l'URSS. Cette couche bien qu'attachée à la propriété collective est conservatrice.

2) Cet argument est d'ailleurs insuffisant. Les partis et les gouvernements de l'URSS et des démocraties populaires ne peuvent en aucun cas constituer une direction internationale. Ils seraient une partie de l'Internationale qu'il faudrait reconstituer. Et la partie ne peut pas se substituer au tout. La nouvelle Internationale devrait être basée sur les principes du centralisme démocratique, de la collaboration sur un pied d'égalité et reconnaître les particularités nationales. Ce serait un apport décisif à la lutte pour le socialisme et au reste le meilleur moyen de défendre les conquêtes sociales de la Révolution d'Octobre. Il faut rejeter toute conception « internationaliste » où un Parti dominerait comme dans la III^e Internationale du temps de Staline et son succédané le Bureau d'Informations.

La direction du PCF, championne de l'internationalisme prolétarien, nous avons vu ce qu'il faut en penser. Et le PCF champion de la lutte de classe?

C'est au nom de la lutte de classe qu'est attaquée la politique de Gomulka, c'est au nom de la lutte de classe

que sont prononcés les exclusions et les blâmes. Les trotskystes ont montré avec des faits irréfutables que la politique stalinienne n'était pas la lutte de classe. L'actuelle pseudo politique de Front Unique, la démobilisation des masses dans le combat contre le colonialisme, la particularisation des revendications rejetée par les travailleurs sont la preuve que les dirigeants du PCUS et les dirigeants du PCF pour ne parler que de ceux-là poursuivent des objectifs diplomatiques qui finalement ne servent pas les intérêts de l'URSS d'ailleurs.

Pourquoi alors Thorez-Servin se camoufflent-ils dans le drapeau de la lutte révolutionnaire. Pour une question de basse manœuvre. Les ouvriers sont attachés au principe de la lutte des classes et méfiants envers le PCF. Il faut pouvoir isoler les intellectuels, empêcher que leur opposition rejoigne celle des travailleurs et pour cela faire passer les intellectuels pour des opportunistes. La lutte de classe c'est à l'usage intérieur, c'est si vrai que dans un communiqué le BP (« Humanité », 29 novembre) a éprouvé le besoin de rassurer la bourgeoisie en mettant au premier plan le caractère national de la politique du Parti dont on sait qu'il cache des tentatives d'alliance avec le néo-capitalisme, ce qui signifie la transformation de la classe ouvrière en force d'appoint pour une politique « libérale » de la bourgeoisie.

C'est ainsi qu'il faut interpréter le mot d'ordre de Thorez « Pour un gouvernement à l'image de la majorité issue des élections du 2 janvier ». Le mot d'ordre de Front Populaire que

les ouvriers ne comprennent d'ailleurs pas comme Thorez a été abandonné parce qu'il pouvait impliquer des luttes débordant le cadre que les post-staliniens ont fixé à leur politique. Et on ne sait pas quel pourrait être le programme de ce gouvernement à l'image des élections du 2 janvier. En effet, le PCF n'a fait aucune proposition précise de programme au XIV^e Congrès et depuis Jeannette Vermeerch s'est même vantée que l'adresse aux camarades socialistes ne constituait pas une proposition de programme.

Pour parer aux dangers qui les assaillent et qu'ils se sont créés eux-mêmes par leur politique bureaucratique, les post-staliniens espèrent que la détérioration de la situation économique consécutive aux aventures algériennes et égyptiennes de la bourgeoisie française, fera oublier leur position.

C'est ainsi qu'après Thorez et Frachon, Guyot a essayé de se consoler: il reconnaît bien que l'organisation traverse la plus grave des épreuves depuis de longues années; mais ils pensent qu'ils en sortiront. Ce n'est pas une épreuve que traverse le PCF; il est secoué par la crise finale du stalinisme qui ira en s'amplifiant. Peu à peu les travailleurs remettront en cause le système stalinien. Ce n'est pas une épreuve pour le communisme parce que cette période verra précisément le renouveau du mouvement ouvrier communiste, mais c'est surtout une épreuve pour les Thorez-Duclos-Servin-Vermeerch-Guyot.

R. MERLIN.

L'opposition n'est pas à droite...

(Suite de la page 2)

lutte oppositionnelle au sein du PCF. Ils ressentent autant que d'autres l'horreur des crimes du stalinisme. Mais leur souci essentiel n'est pas la dénonciation abstraite de ces actes, ni l'établissement d'une démocratie idéale; ils veulent, avant tout, que le Parti applique une authentique politique révolutionnaire. Et, malgré tout l'opportunisme dont a fait preuve le Bureau Politique, ils estiment qu'il défend malgré tout les principes généraux d'une action de classe et qu'il mérite donc encore, malgré ses innombrables carences, le soutien des communistes.

Cette confusion provient de ce que jusqu'ici les opposants n'ont pas encore démontré concrètement l'abandon des principes de la lutte des classes par la direction et opposé à la ligne liquidatrice du XIV^e Congrès une ligne véritablement marxiste. Les leaders du PCF ont intérêt à maintenir un rideau de brouillard sur tout cet aspect de la situation; c'est pourquoi ils manient avec une telle dextérité la phraséologie de gauche et cherchent à pousser tous leurs adversaires vers la droite, vers « France-Observateur » ou « L'Express ». C'est pourquoi ils montrent, à l'égard du trotskisme, une discrétion toute nouvelle. Où est le temps où celui qui se permettait la moindre critique à l'égard de l'aspect le plus mineur du stalinisme se voyait taxer d'hitléro-trotskiste et exclu comme policier?

Critiquer la Nouvelle Gauche, ses filiales, ses concurrents, c'est aller dans le sens des aspirations profondes des militants communistes de base. La Nouvelle Gauche s'est fixé comme objectif la réalisation de l'unité organique de la classe ouvrière; et elle se considère comme le creuset d'où, par l'alliance de courants variés, sortira le parti ouvrier de demain. Très attrayantes sur le papier, ces conceptions sont malheureusement sans grand rapport avec l'état actuel et les perspectives d'évolution du mouvement ouvrier français. Vouloir unir à tout prix la majorité des communistes, une fois débarrassé de

leur direction, aux divers courants sociaux-démocrates, c'est ignorer délibérément que la scission politique du prolétariat français est le produit de circonstances historiques et sociales précises et non celui de la fausse politique stalinienne. Celle-ci n'a fait que gêner l'unité d'action des travailleurs. On ne peut songer unifier le mouvement ouvrier que sur la base d'une politique révolutionnaire, dont l'efficacité se démontrera chaque jour à la classe ouvrière en opposition à l'opportunisme des socialistes. L'exemple récent des pays d'Europe Orientale peut servir à prouver qu'une semblable politique est inimaginable sans l'existence d'un Parti, nettement constitué, sur le plan politique comme dans le domaine organisationnel.

Les militants du PCF ne veulent pas d'un « mariage » hâtif avec n'importe quelle tendance ouvrière, car ils comprennent que cela ne pourrait aller sans remise en question des principes communistes d'organisation, qui sont, jusqu'à preuve du contraire, la seule garantie contre la confusion politique. Ils souhaitent que leur Parti effectue un authentique retour au léninisme, car c'est pour lui l'unique façon de redevenir un pôle d'attraction au sein du mouvement ouvrier. Les dirigeants l'ont bien compris et pour s'adapter, à leur manière de bureaucrates, à cette tendance ils évitent systématiquement le débat avec le trotskisme.

Les trotskistes se sont fixés comme objectif la formation d'un parti marxiste révolutionnaire. Dans les conditions concrètes de la France, cette tâche ne peut être menée à bien que par les cadres communistes, alliés aux éléments révolutionnaires extérieurs au PCF. Les trotskistes apportent la contribution de leur programme, dont les faits confirment chaque jour la justesse. Ils n'imposent pas leurs vues sans débat; ils soumettent au contraire leur apport théorique à la vérification de l'expérience du mouvement ouvrier: la constitution du parti révolutionnaire de demain passe par la lutte pour l'élimination des directions

bureaucratiques, de la direction stalinienne en premier lieu. Les trotskistes participent à cette lutte, au rythme et au niveau où la situe l'évolution propre du PCF et de la CGT. Ainsi s'effectue la jonction entre le programme révolutionnaire et le développement réel du mouvement ouvrier.

Le silence de la direction du PCF cache un embarras profond: comment attaquer les trotskistes, alors que la dénonciation des crimes de Staline a brisé la barrière de calomnies dressée entre les trotskistes et les militants communistes, alors que la vie même impose la validité des analyses trotskistes du stalinisme, alors que les trotskistes défendent une politique révolutionnaire sans compromissions? Que M. Thorez et son équipe sache que quelle que soit leur attitude, la jonction entre le trotskisme et l'opposition communiste sera la réalité de demain.

J. ROBLIN.

Le document que chacun doit connaître
publié dans un numéro spécial

de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

Le rapport Khrouchtchev

- Notre commentaire: Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.
- Le rapport Khrouchtchev.
- Le testament de Lénine.
- Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.
- Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro: 150 fr. — Les 5: 600 fr.

C.C.P. Frank, 12648-46 Paris

64, rue de Richelieu

En vente dans les kiosques, librairies et au siège.

Malaise à la C. G. T.

« L'affaire hongroise » contribue à l'accentuation du malaise au sein du mouvement ouvrier paralysé par la politique de sa direction.

Si au sein du PCF, la fraction Thorez, pour tenir sa position, prétend dresser les « ouvriers » contre les « intellectuels » du parti subissant la pression de « l'idéologie bourgeoise », il ne peut en être tout à fait de même dans la C.G.T. par les représentants de la même fraction.

Le rappel « opportun » du préambule aux statuts de la C.G.T. par le Bureau Confédéral consacrait en fait un recul des représentants du PCF par rapport à la position de leur Parti.

L'article de Benoît Frachon dans « L'Humanité », deux jours après est visiblement rédigé pour ne pas accroître la crise chez les militants ouvriers communistes de la CGT. C'est ainsi que beaucoup de ces derniers se sentent « soulagés ». « Enfin on peut se taire sur la position du Parti devant la classe ouvrière et se replier sur la « neutralité » de la CGT dont on est militant ou dirigeant », se disent-ils.

C'est dans la classe ouvrière qu'il faut chercher principalement les raisons de la nouvelle « tactique ». La résistance à la prise de position du PCF apparaissait au début, surtout le fait des dirigeants de la CGT considérés comme « réformistes » par les militants depuis le 30^e Congrès de la CGT, dont Lebrun, ceux-là même qui, si l'on s'en rapporte au « débat sur l'unité » du journal Le Peuple, ont charge « de faire le pont » vers Force Ouvrière.

Les calculs bureaucratiques visant à l'unité des sommets sur une base opportuniste et sous l'égide de la « détente » et de la « coexistence pacifique » deviennent en effet de plus en plus complexes devant l'arrogance des dirigeants socialistes de F.O. qui cherchent à améliorer leurs propres positions en mettant à profit les difficultés de la CGT.

Si l'attitude des Lebrun, Schaffer, voire Le Léap peut s'expliquer ainsi, il n'en est pas de même des leaders PCF de la CGT capables de passer outre aux débats de conscience de « leurs » intellectuels et de briser la résistance de « leurs » réformistes quand le « jeu en vaut la chandelle » et qui sont très troublés par la résistance des ouvriers.

Les élections de délégués dans un certain nombre d'entreprises en témoignent dans la mesure où la CGT se trouve assimilée au PCF.

Après Berliet (6.000 ouvriers), il y en a une longue suite.

Shell-Berre (1.600 ouvriers).

Tramways de Marseille (3.000 ouvriers).

CAFEL (Forges de la Loire, à Saint-Etienne, 1.300 ouvriers).

ACMA (Vespa à Fourchambault), à l'Arsenal de Lorient.

Brissonneau (Métallurgie) à La Rochelle.

Chantiers de Normandie.

Société Métallurgique de Knutange (Moselle), où le nombre de voix de la CGT passe de 1900 à 1485.

Aux Aciéries d'Ugine, CGT, de 1.403 voix à 1183.

Partout, perte de 15 à 30 % des voix CGT. Nous voilà bien loin des cas de conscience

de C. Roy ou d'autres intellectuels que la fraction Thorez voudrait ridiculiser.

Le malaise est plus profond, beaucoup plus même que la simple énumération des élections professionnelles ne le montre. Ce desserrement des liens avec les travailleurs que le silence de « L'Humanité » ne camoufle pas tout à fait, malgré le bruit fait autour des adhésions nouvelles ne se traitera pas en jouant les Gribouille.

C'est devant tous les travailleurs qu'il faut faire la critique des erreurs commises. Si l'interprétation des événements de Hongrie crée des divergences au sein de la CGT il importe que ce soit sur le terrain des idées, des principes, d'une politique de défense des intérêts ouvriers, etc., que ces divergences portent.

Les ouvriers sauront reconnaître qui exprime le mieux leurs intérêts. Ce qu'il ne faut pas, c'est que la confusion persiste sur les faits, car là nul n'est excusable dans une organisation ouvrière. Une enquête peut se faire. Des Commissions d'enquête ouvrières élues par les ouvriers peuvent se rendre en Hongrie, voir, interroger d'autres ouvriers.

Toute autre méthode qui ne vise pas à rétablir la vérité de cette façon n'est qu'une échappatoire. Il est probable que les dirigeants communistes de la fraction Thorez dans le PCF et dans la CGT déterminent leur politique en tablant que les difficultés vont se « tasser », aidés en cela par les conséquences catastrophiques de la guerre de Suez sur l'état de l'économie du pays.

C'est en partie à cela que Benoît Frachon devait consacrer son rapport devant le Comité Confédéral National de la C.G.T.

« Il est également certain que tout cela se décantera et que le bon sens des travailleurs leur permettra de rétablir les faits et la vérité », dit-il à propos de la Hongrie.

Les besoins de la politique du moment contribueront à effacer le mauvais souvenir que ces événements risquent de laisser dans l'âme des bureaucrates. Cependant, car on ne peut négliger entièrement le malaise de la CGT, Benoît Frachon est allé très loin dans son commentaire de la déclaration du Bureau Confédéral.

« Quoiqu'ils s'en défendent les dirigeants FO et CFTC sont les hommes d'une politique et cette

politique ils l'introduisent dans leurs organisations.

Il n'en est pas de même pour la CGT. Il y a eu et il y a encore chez nous des organisations et des militants qui ont des positions différentes. »

C'est la confirmation que l'on restera sur le terrain de la déclaration du Bureau Confédéral. On pouvait croire pendant un temps que le Congrès de la Fédération des Métaux à Nantes allait prendre une position plus proche de la version du PCF quant aux événements de Hongrie, de façon à opposer à la Fédération du Livre une autre Fédération « ayant une opinion divergente ».

Il n'en a rien été, malgré la non-préparation de ce Congrès dans les usines et le fait qu'aucune discussion n'a eu lieu dans le cadre de la tenue du Congrès à ce sujet.

Sur le reste, de ce CCN il n'y a pas grand-chose à ajouter. Benoît Frachon a fait un bilan d'activité depuis les élections du 2 janvier, exprimé la « déception » des travailleurs devant les mesures de G. Mollet, enregistré une diminution de 8 % du pouvoir d'achat, réclamé immédiatement le relèvement du SMIG de 15 fr. de l'heure, dénoncé la discrimination dont était victime la CGT de la part du gouvernement Mollet, le bluff des 213 articles et annoncé, ce qui réjouira les militants CGT que « la vaste campagne d'augmentation des salaires se poursuit » et que l'action contre la guerre d'Algérie et d'Egypte doit s'intensifier.

Le communiqué du Bureau de la CGT du 29-11 n'en a pas pour autant tiré de conclusions. On proteste, on geint sur la misère, le manque de chauffage, on réclame de l'essence pour les scooters et les vélomoteurs, et aussi les 40 heures... On reste muets sur la Hongrie, mais aujourd'hui comme hier la CGT n'exprime que des vœux. Aucun plan d'action d'ensemble n'est dressé, les militants restent sans programme, sans perspectives, sans savoir si G. Mollet doit rester ou partir, et la CGT face aux conséquences nationales de la crise n'a pas encore placé dans ce cadre ses revendications.

C'est pourtant à ce prix que le combat des ouvriers peut s'engager.

DUPARC.

A la Sécurité Sociale

Un accord entre les trois organisations syndicales représentatives pour une augmentation de salaire et les quarante heures avait été conclu cet été. Pas moyen de présenter un chiffre ou un pourcentage d'augmentation : chaque Fédération ayant sa revendication propre et s'y accrochant.

Aujourd'hui, les organismes de tutelle sont d'accord pour accorder 3 % d'augmentation. Il est vrai que les discussions pour le Budget ont, paraît-il, empêché la signature de cet accord. Toutefois on peut considérer ceci comme un succès étant donné les désaccords sur les revendications.

La situation syndicale reste confuse. Sans parler de la CFTC dont les accords sont toujours très circonstanciés, les rapports entre la CGT et FO sont variables.

Des réunions communes pour les revendications ont été annulées à cause des événements de Hongrie, pourtant, ces jours derniers, au sujet de la Mutuelle un « pacte » lie FO et la CGT — carte forcée pour la CGT.

La CGT paraît subir la situation. Cette organisation ne pourra s'affirmer et renforcer sa position vis-à-vis de FO et même recruter (n'oublions pas la quantité d'inorganisés) que si elle change son fonctionnement interne.

A propos des événements de Hongrie, « Le Monde », « France Observateur » ont fait état des réactions au sein du syndicat de la Caisse Centrale

où 80 % d'employés auraient suivi le mot d'ordre de FO et de la CFTC le 7 novembre. Des dirigeants CGT auraient publiquement désavoué l'intervention de l'URSS en Hongrie.

Cette caisse et d'autres caisses locales ont diffusé des tracts sur ce problème, insistant notamment sur l'analogie de l'intervention en Hongrie et de la guerre en Algérie et en Egypte.

Pourtant aucun tract de la CGT en dehors de l'appel de la CA n'a été diffusé. Aucun texte intérieur n'a été distribué. Pourtant ces problèmes intéressent au plus haut point tous les camarades de l'organisation. Ce sont des dirigeants du Syndicat qui ont publiquement désavoué les agissements du PC et aussi de la CGT.

Ces camarades voyaient surtout la question de l'Unité compromise une fois de plus et un isolement regrettable. C'était pour eux des questions primordiales.

Mais, à partir de ces points ils alignaient des critiques dures mais justes et indéniables. C'est en élargissant la discussion au sein de la CGT qu'ils pourront poser réellement le problème en entier.

La question de l'Unité n'est qu'un aspect de la lutte de classe et un combat pour la réorganisation de la libre discussion et de la démocratie à l'intérieur de la CGT doit avoir des résultats certains.

Un Correspondant.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

A VERNON:

Une solution progressive à la crise de la C. G. T.

Jusqu'à ces derniers jours, la direction du syndicat CGT du LRBA de Vernon (Fédération des Travailleurs de l'Etat) était aux mains d'un de ces membres du PCF qui, ayant eu pour formation politique essentielle l'idolâtrie des « grands camarades », l'observance de la « ligne toujours juste du Parti », ont associé jusqu'au bout leur destin à celui de la clique stalinienne Thorez-Fajon-Servin.

Les résultats ont été ce qu'ils pouvaient être: amenuisement et isolement du syndicat, perte de son influence, écœurement et découragement de ses meilleurs éléments. Les « réunions générales » organisées par la CGT ne groupaient pas 200 travailleurs sur les 900 qu'emploie l'établissement.

Les critiques étaient certes nombreuses mais elles ne s'étaient pas encore exprimées au cours des rares et mornes assemblées générales des syndiqués.

La politique de soutien à Mollet pratiquée par le PCF avait cependant donné une forme plus précise à l'hostilité des militants de la CGT contre la direction stalinienne du syndicat.

L'alignement éhonté du dirigeant sur la clique Thorez à propos de la révolution hongroise, la publication d'un tract local qui en « rajoutait » encore à l'infact document publié par le PCF sous le nom de « la vérité sur la Hongrie » ont fait éclaté le carcan.

Les syndiqués CGT du LRBA ont pris une juste position de classe: En même temps qu'ils luttèrent contre une sanction administrative frappant le stalinien et, qu'unis à tous les travailleurs de la boîte ils obtenaient sa réintégration, ils exigeaient son départ de la direction du syndicat.

Une pétition circula dans le syndicat, exigeant entre autres:

« Le rétablissement de la démocratie syndicale au sein du syndicat CGT.

Des élections pour une nouvelle direction représentative de tous les travailleurs C.G.T. »

Cette pétition recueillit en deux jours de temps les signatures de la grande majorité des syndiqués, y compris la grande majorité du Conseil syndical. Y compris aussi celles de nombreux ouvriers, membres, anciens membres ou sympathisants du PCF.

Le 20 novembre un Conseil syndical extraordinaire était convoqué, 15 membres sur 21 y assistaient, seule la petite minorité stalinienne l'avait boycotté, Cette minorité n'a su réagir qu'en fraction stali-

nienne: Elle a appelé la direction fédérale à son secours.

Aussi le 22, une nouvelle réunion du Conseil syndical, au complet cette fois, se tenait en présence de Perret, secrétaire fédéral. Mais celui-ci eut l'intelligence de comprendre que la petite fraction stalinienne ne pouvait plus être sauvée et que devant l'hostilité de la grande majorité des travailleurs CGT elle devait renoncer à la direction du syndicat.

Un bureau syndical et un secrétaire provisoires furent élus qui assureront provisoirement la direction syndicale jusqu'aux élections des nouveaux organismes de direction qui auront lieu la semaine prochaine.

Nous sommes certains que ces élections donneront une large majorité à une nouvelle direction qui représentera tous les syndiqués parce qu'elle représentera tous les courants ouvriers de la CGT. Nous sommes certains que cette nouvelle direction abandonnera tout le sectarisme et tout l'ultimatisme des staliens et que par là elle saura entraîner l'ensemble des ouvriers dans leur lutte.

D'ailleurs, le 27 novembre, une Assemblée générale des travailleurs du LRBA était convoquée, et un débrayage avait lieu à l'appel des deux syndicats de la boîte CGT et CFCT (il n'y a pas de syndicat FO ici) dans le cadre de la semaine revendicative des Travailleurs de l'Etat organisée par les Fédérations CGT et CFCT.

...Et depuis de nombreuses années on n'avait assisté à une aussi forte participation de travailleurs à un débrayage.

La preuve a été faite et ressentie par tous, et en particulier par de nombreux travailleurs influencés par le PCF, que l'alignement sur les méthodes et sur les mots d'ordre de la clique thoreziste était un frein à la lutte ouvrière.

...C'est sans doute pour ne pas avoir à faire cette constatation que l'ex-dirigeant stalinien de la CGT est tombé malade le jour de la grève.

...Sans doute pour ne pas que les ouvriers fassent aussi cette constatation que certains membres du PCF ont incité leurs camarades à ne pas faire cette grève... pourtant décidée par la Fédération CGT!

Mais ces manœuvres ont eu le destin qu'elles méritaient:

Dans toute la boîte ils ont été suivis par... 3 ouvriers.

CORRESPONDANT.

LE CONGRES DE LA F.E.N.

Le Congrès de la FEN, comme celui du Syndicat des Instituteurs, permet l'affrontement de la plupart des tendances qui existent dans le mouvement ouvrier — leur rapport de forces y étant bien différent cependant de celui qu'elles ont dans l'ensemble de la classe ouvrière. Les réformistes et les centristes y occupent une place prépondérante, tandis que les communistes y sont en minorité et que les groupements d'extrême-gauche sont en partie rassemblés dans la tendance « Ecole Emancipée ».

Il était inévitable que, cette année, les événements de Hongrie et d'Egypte soient au centre des débats politiques qui constituent une place importante du Congrès.

L'attaque contre la tendance pro-CGT fut extrêmement violente, et on conçoit aisément que les partisans de l'approbation de l'intervention des armées soviétiques en Hongrie n'eurent pas l'oreille du Congrès. Ce qui est un indice particulièrement encourageant, c'est que la moitié des mandats de cette tendance s'abstint sur une résolution présentée par le stalinien Fournial.

Par contre, il faut déplorer et même condamner l'intervention du représentant de « l'Ecole Emancipée », Cheramy, qui se joignit sans aucune délimitation aux réformistes et centristes pour combattre les staliens. Attitude parfaitement opportuniste: il est si commode, dans un milieu en majorité réformiste, de s'attirer des applaudissements pour des propos « révolutionnaires » contre les staliens... et de faire le silence sur les positions des réformistes.

Pour certains, Cheramy se prétend trotskyste. Est-il besoin de dire que son attitude n'a, de près ni de loin, rien de commun avec le trotskysme?

TRAVAILLEURS,

N'acceptez pas les mensonges staliens sur la Hongrie.

Cherchez vous-même la vérité.

Elisez des délégations d'enquête ouvrières.

La Fédération du Livre doit lutter au sein de la C. G. T.

Comme dans de nombreuses autres organisations syndicales, les événements de Hongrie ont occasionné de multiples discussions parmi les Travailleurs du Livre dans les ateliers comme à tous les échelons de leur organisation syndicale.

Si ces discussions prennent une importance particulière c'est surtout en raison de la situation de cette Fédération qui avait su garder son unité en 1948 — où les 17.000 minoritaires qui s'étaient prononcés pour le rattachement à Force Ouvrière restèrent cependant à la Fédération du Livre — dont 35.000 adhérents avaient voté pour le maintien à la CGT. Et la Fédération FO du Livre, abusivement reconnue comme représentative par les Pouvoirs Publics, n'a jamais compté que quelques centaines d'adhérents, la plupart groupés dans quelques imprimeries de la presse socialiste de province (où l'on pratique un contrôle de l'embauche aussi strict que celui que l'on reproche ailleurs à la Fédération CGT).

La scission annoncée à grand fracas par la presse bourgeoise attentive à saisir tout ce qui peut paraître comme un symptôme de désagrégation de nos organisations syndicales, et qui vient de se produire à Tours est en fait de relativement peu d'importance (sur le plan local même une scission affaiblit toujours la classe ouvrière) parce qu'elle s'est produite

uniquement dans un quotidien socialiste où les travailleurs du Livre restés fidèles à leur Fédération étaient depuis longtemps en butte aux pressions du Directeur-député SFIO de Tours.

Plus grave pourrait être l'initiative du Syndicat des Correcteurs parisiens demandant l'organisation d'un referendum posant la question du maintien de la Fédération du Livre à la CGT ou son passage à l'autonomie. Bien sur, le Syndicat des Correcteurs, qui n'a jamais caché son regret d'appartenir à la CGT après « s'être plié par souci d'unité » aux résultats du referendum de 1948, a toujours été dans l'opposition au sein de la Fédération du Livre. Ses dirigeants, favorisés par les conditions particulières de leur profession, en sont restés (verbalement) aux « bonnes conceptions anarcho-sindicalistes des environs de 1910, et continuent à être beaucoup plus près du corporatisme moyennageux que du syndicalisme moderne. Leur anticommunisme comme leur anticégétisme sont bien connus. Aussi ont-ils sauté sur l'occasion des événements de Hongrie avec tout ce qu'ils entraînent dans la classe ouvrière de discussions pour réclamer une fois de plus leur « indépendance » vis-à-vis de la CGT. Et leur initiative, qui risquerait de rencontrer un certain écho chez les travailleurs du Livre où demeure une forte mino-

rité social-démocrate ou anarcho-sindicaliste, est criminelle dans les circonstances actuelles.

C'est en effet au 1^{er} janvier 1957 que la loi « contre le label » (qui supprime le monopole de l'embauche de la Fédération du Livre dans la presse) doit entrer en application. Les travailleurs du Livre comprendront qu'une scission dans de telles circonstances ne pourrait que favoriser la tâche du patronat dans la destruction d'un des plus importants « privilèges » de la Fédération du Livre, ce qui serait le prélude à la destruction de tous les avantages qui donnent aux travailleurs du Livre une place un peu privilégiée par rapport aux autres corporations ouvrières.

Quant au passage à l'autonomie, qui permettrait peut-être (en mettant les choses au pire) de sauvegarder l'unité de la Fédération du Livre, les dirigeants du Syndicat des Correcteurs croient-ils donc de bonne foi qu'elle renforcerait leur position ou celle de la Fédération du Livre? Celle-ci est connue pour appartenir à l'opposition « antistalinienne » dans la CGT. Ce n'est pas en se retirant dans sa tour d'ivoire que l'on fera avancer la « déstalinisation » dans la CGT mais en luttant pied à pied à sein même de celle-ci — et à tous les échelons de l'organisation — pour une vraie démocratie syndicale, et pour un vrai syndicalisme révolutionnaire.

DERNIER ENTRETIEN AVEC

PEU après son exclusion du PCF, André Marty s'installa dans le village de Cattlar, près de Prades. Ses voyages à Paris se raréfierent dans la dernière année, en raison de son état de santé qui s'aggravait. Entretien d'une correspondance avec pas mal de personnes, il eut par contre très peu de visites chez lui. Diverses raisons retardèrent notre dernière entrevue projetée au cours de l'été dernier et celle-ci se tint le 23 octobre. Une quinzaine de jours plus tard, il entra à l'hôpital où il mourut le 22 novembre. Ma visite a donc constitué le dernier entretien politique qu'il eut avec un militant.

Je l'avais trouvé déjà très affaibli; il souffrait de plus en plus depuis le mois de juillet; toutefois je ne pensais pas à une fin si rapide. Il accepta que je fasse quelques démarches pour qu'il puisse être soigné à Paris, mais insista pour que l'on ne fasse pas connaître qu'il était gravement malade. « Ça finirait par se savoir et il y en a beaucoup à qui cela ferait plaisir. »

L'entretien dura plusieurs heures qui, sans aucun doute, le fatiguèrent beaucoup; mais il y mit d'autant plus d'ardeur qu'il vivait très isolé des mouvements de masse, des organisations, et qu'il se trouvait de plus en plus contraint de suivre par la presse et les lettres ce qui était sa vie.

Notre conversation porta évidemment surtout sur la situation du mouvement ouvrier, du PCF en particulier, et des événements de Pologne. Nous savions aussi qu'une grande démonstration de rue allait avoir lieu le jour même en Hongrie; l'exemple de la Pologne portait ses fruits. Nous ne pouvions toutefois pas avoir la pensée que des grands événements allaient commencer ce jour même.

Il était certain que les événements de Pologne allaient avoir de grandes répercussions et souffrait de ne pas disposer d'une grande tribune pour s'exprimer à leur sujet. Que faire? C'est ainsi que, dans la conversation, nous arrivâmes à ce projet d'une lettre à Gomulka dont le texte

serait communiqué à la presse. Et ainsi, quelques jours plus tard, il écrivait cette lettre qui devait être comme son testament politique, exprimant l'espoir que renaîtrait un parti ouvrier révolutionnaire comme l'était le Parti Communiste auquel il avait adhéré.

Il se montra particulièrement ardent sur des sujets qui l'avaient toujours préoccupé. Ainsi quand je lui signalais les mesures que prenait la direction du PCF pour bien « encadrer » la Jeunesse communiste en reconstruction, il fit, en quelques mots, un bilan du travail de la direction dans ce domaine: dissolution de la JC au lendemain de la guerre, formation d'une UJRF qui ne cessa de se décomposer, et décision de reconstruction d'une JC bureaucratisée, après avoir laissé passer la période des manifestations de rappelés ou plutôt après avoir contribué à faire mourir ces manifestations. Je rappelle ces propos en souhaitant qu'il se trouve un militant communiste qui s'en inspire pour établir sur ce point un réquisitoire contre la direction stalinienne.

23 octobre, ce fut aussi le jour où la radio fit connaître le kidnapping des 5 leaders du FLN. André Marty était indigné de toute la politique du PCF, et plus particulièrement de l'attitude scandaleuse du groupe parlementaire, du vote des pouvoirs spéciaux.

La conversation se poursuivit à bâtons rompus. Je voudrais mentionner ici deux points.

Il avait lu dans l'édition du rapport Khrouchtchev que

nous avions publiée la lettre de Thorez de 1924 dans laquelle celui-ci se déclarait pour l'opposition, pour la diffusion du « Cours Nouveau » de Trotsky. Cette lettre lui rappela un souvenir de cette période, un épisode auquel il n'avait alors pas attaché d'importance. Pendant l'intervalle entre deux sessions du CC, il eut l'occasion d'entendre un dirigeant de l'époque (Cadeau aujourd'hui décédé, qui appartenait à l'équipe Treint-Suzanne Girault) mettant une sorte de marché en mains au jeune secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais: ou arrêter son opposition ou se faire éliminer de son poste. A ce moment, Marty n'avait pas saisi l'importance de l'affaire, et Thorez n'était qu'un secrétaire fédéral parmi beaucoup d'autres...

Il lisait très soigneusement « Quatrième Internationale » et, à chacune de nos rencontres, il ne manquait pas de dire quelques mots sur l'un ou l'autre des articles. Cette fois-ci, il parla de la chronique sur la révolution espagnole: « C'est bien, c'est bien », dit-il. C'était la deuxième fois, au cours des entretiens que nous avions eus, qu'il me faisait allusion à la révolution espagnole. Un an plus tôt il m'avait demandé si je pouvais lui fournir une liste de livres sur ce sujet parus en Amérique latine. Dans ce cas, comme au cours de notre dernière rencontre, après un moment d'hésitation, je renonçais à engager la discussion avec lui sur ce sujet. J'étais persuadé que, dans le réexamen de toute sa vie à la direction du PCF et de l'IC auquel il procéda, cette

AUX OBSÈQUES D'ANDRÉ MARTY

LE SALUT DE LA IV^e INTERNATIONALE

apporté par Pierre Frank

Les obsèques d'André Marty ont eu lieu le lundi 26 novembre à Perpignan. Au cimetière se trouva rassemblée une foule de plusieurs centaines de personnes, composée principalement de travailleurs de la ville.

Des discours furent prononcés par Chenavaz au nom des marins de la Mer Noire, Monribot également ancien marin de la Mer Noire, un représentant des travailleurs vietnamiens en France, Raimondi au nom de l'Action Communiste d'Italie, Frank au nom de la IV^e Internationale et du PCI.

La cérémonie qui fut une véritable manifestation d'internationalisme prolétarien se termina au chant de l'Internationale.

André Marty fut inhumé dans le caveau de famille, dont les plaques portent notamment le nom de son père « condamné à mort pour la Commune de Narbonne »; celle de son frère, tué par les nazis pendant la guerre; celle d'un réfugié de la guerre civile d'Espagne.

J'apporte le dernier salut de la IV^e Internationale et du Parti Communiste Internationaliste à André Marty.

André Marty a été une des plus héroïques figures de l'avant-garde du prolétariat français dans les 50 dernières années.

Avant 1914, il appartenait aux courants anarcho-sindicalistes et syndicalistes révolutionnaires qui groupaient les militants les plus combattifs, les plus révolutionnaires, ceux qui devaient les premiers se tourner vers la Révolution Russe.

Et Marty, dans la Mer Noire, fut connu de tous les travailleurs pour cette glorieuse révolte des marins qui exprima toute la solidarité des travailleurs de France avec la Révolution Russe.

C'est par une campagne inlassable des militants communistes de l'époque que Marty, élu à travers tout le pays, fut arraché aux bagnes de la III^e République.

Libéré, André Marty rejoignit le Parti Communiste. Il en fut un secrétaire et devint secrétaire de l'Internationale communiste. Il devait, dans les dernières années de sa vie, réexaminer la politique qui y fut menée. Mais quel que soit le jugement qu'on puisse porter à ce sujet, André Marty ne songea toute sa vie qu'à servir la cause des travailleurs.

Tous ceux qui sont ici connaissent les conditions dans lesquelles il fut exclu du Parti Communiste Français, sous un flot de calomnies monstrueuses.

C'est alors qu'il prit des contacts avec des organisations comme la mienne. Nous avons été heureux de voir s'effectuer un rapprochement de nos idées et nous ne doutons pas que, si la mort n'était survenue, dans le mouvement de masse de demain nous aurions connu le rapprochement le plus complet.

Il y a un mois, le 23 octobre, je lui rendis visite à Cattlar. Il était déjà très touché par la maladie. Mais il se montra particulièrement enthousiaste des récents événements de Pologne et c'est ce qu'il exprima dans sa lettre à Gomulka qui est comme son testament politique, affirmant l'espoir d'un renouveau du mouvement révolutionnaire qui referait un parti comme l'était le Parti Communiste il y a trente ans.

Nous sommes sûrs qu'il était hongrois, aujourd'hui calomniés qui ont calomnié André Marty.

Le renouveau révolutionnaire et ces hommes ont été réhabilités notamment les plus grands de l'ère sont encore à réhabiliter. André Marty.

Aujourd'hui ce n'est qu'un petit hommage à sa mémoire. Bientôt, des milliers de travailleurs qui ont connu le souvenir d'André Marty la quelle il combattit toute sa vie pour la révolution socialiste.

« L'Humanité » a signalé la mort d'André Marty. L'organe central de l'Internationale communiste polonaise, lui a consacré une page, salvant le dirigeant, l'ancien mutin de l'Internationale, déplorant cette grande perte pour le prolétariat français.

L'ASSOCIATION DES AMIS D'ANDRÉ MARTY

A l'issue des obsèques d'André Marty, ex-secrétaire de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste Français, des amis du défunt, des anciens marins de la Mer Noire et des Brigades Internationales

et des militants révolutionnaires de plusieurs pays, ont décidé de former une Association des Amis d'André Marty, ayant pour but de contribuer à sa réhabilitation des calomnies déversées contre lui lors de son exclusion par les dirigeants du PCF, et de faire connaître sa vie et son œuvre de révolutionnaire.

Le Comité de Fondation comprend entre autres, les personnes suivantes:

Vuillemin, Chenavaz, Monribot (anciens de la Mer Noire).

Corneloup.

Raimondi, Seniga, Vinazza (Italie).

Eric Heffer (Angleterre).

Van Long (Viet Nam).

H. Colie, R. Desmoulins, P. Frank, C. Margne (France).

Perpignan, le 26 novembre 1956.

On a pu remarquer que « France-Observateur » n'a pas jugé utile de faire connaître à ses lecteurs la lettre adressée par André Marty à Gomulka. La surprise s'est transformée en consternation, en indignation, lorsque « France-Observateur » a choisi de passer sous silence la mort d'André Marty et n'a pas jugé utile de célébrer la mémoire du vieux révolutionnaire.

Nous ne doutons pas qu'il se trouvera des lecteurs pour demander des explications dénuées d'ambiguïté à « France-Observateur ».

L'AFFAIRE

d'André M.

EN VENTE
AU S. E.

TRETIEN AVEC A. MARTY

nous avons publiée la lettre de Thorez de 1924 dans laquelle celui-ci se déclarait pour l'opposition, pour la diffusion du « Cours Nouveau » de Trotsky. Cette lettre lui rappela un souvenir de cette période, un épisode auquel il n'avait alors pas attaché d'importance. Pendant l'intervalle entre deux sessions du CC, il eut l'occasion d'entendre un dirigeant de l'époque (Cadeau aujourd'hui décédé, qui appartenait à l'équipe Treint-Suzanne Girault) mettant une sorte de marche en mains au jeune secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais: ou arrêter son opposition ou se faire éliminer de son poste. A ce moment, Marty n'avait pas saisi l'importance de l'affaire, et Thorez n'était qu'un secrétaire fédéral parmi beaucoup d'autres...

Il lisait très soigneusement « Quatrième Internationale » et, à chacune de nos rencontres, il ne manquait pas de dire quelques mots sur l'un ou l'autre des articles. Cette fois-ci, il parla de la chronique sur la révolution espagnole: « C'est bien, c'est bien », dit-il. C'était la deuxième fois, au cours des entretiens que nous avions eus, qu'il me faisait allusion à la révolution espagnole. Un an plus tôt il m'avait demandé si je pouvais lui fournir une liste de livres sur ce sujet parus en Amérique latine. Dans ce cas, comme au cours de notre dernière rencontre, après un moment d'hésitation, je renonçais à engager la discussion avec lui sur ce sujet. J'étais persuadé que, dans le réexamen de toute sa vie à la direction du PCF et de l'IC auquel il procéda, cette

question de la révolution espagnole le travailla profondément

Puis, comme les autres fois, la conversation en arriva au point où elle butait entre nous. Agitateur, homme d'action, sachant s'exprimer en termes directs accessibles à tout ouvrier, il était dans son élément dans tout ce qui était travail de masses; mais, tout en appréciant le travail politique de notre mouvement, tout en se trouvant d'accord sur les points essentiels, tout en adoptant une attitude très fraternelle, il ne pouvait concevoir ces petits groupes d'avant-garde, et encore moins leurs luttes internes et leurs déchirements. Pour assurer la rénovation du mouvement révolutionnaire, il se tournait soit vers l'idée d'une travail de masses, comme une organisation enracinée dans les masses peut le faire, soit vers des souvenirs d'une autre période du mouvement ouvrier, quand des journaux comme « La Guerre sociale » ou « La Vague » exerçaient une influence appréciable sur les ouvriers sans disposer de la moindre base d'organisation. Pourquoi ne faites-vous pas un meeting pour Guy Bezier, ce jeune métallo de Nantes condamné à 5 ans de prison pour avoir manifesté contre le rappel des troupes pour l'Algérie? Il saisissait mal que la faiblesse des interventions directes de l'avant-garde était due à un degré d'organisation ou d'encadrement des masses inconnu avant 1914 ou à la fin de la première guerre mondiale. Homme d'ac-

tion, il était porté à l'action directe dans la classe, et — bien que comprenant nos explications sur la nécessité d'agir avant tout sur les militants des organisations il n'en était pas vraiment convaincu. Et il rev-nait à des sujets qui ne cessaient de le passionner, comme la défense des victimes de la justice bourgeoise.

Je ne voudrais pas terminer ces notes sans ajouter quelques mots au sujet des dernières années d'André Marty. Ce furent pour lui des années très douloureuses, non pas tant par suites des souffrances physiques, mais par suite des calomnies qui avaient été lancées contre lui et de la privation du contact avec les masses, de la participation effective à leurs luttes. Années douloureuses, mais dans lesquelles il montra jusqu'au dernier jour une grande force de caractère. Il entreprit un réexamen du passé. Il le fit très consciencieusement, lisant, relisant, réfléchissant à bien des choses dans lesquelles il avait été engagé à la direction du PCF et qu'il ne comprit vraiment qu'une fois hors de la machine bureaucratique. Des nombreux militants que nous avons connus après leur rupture avec le stalinisme, il se montra parmi les plus acharnés à faire un examen complet pour se réorienter. Il marchait alors sur ses 70 ans et il se montra le plus conséquent. Ce qui le séparait encore de notre mouvement était peu de choses en comparaison du chemin qu'il avait parcouru.

Dans un article écrit pendant la période du Front Populaire sur la France, Trotsky dénonçait le stalinisme comme une machine à broyer les révolutionnaires. Ils ont, disait-il en substance, réussi même à avoir Marty qui était d'une toute autre trempe que les autres dirigeants du PCF. Trotsky eut certainement été heureux de rectifier son jugement sur ce point: le révolutionnaire réussit à se dégager de l'appareil. ILS N'ONT PAS EU ANDRÉ MARTY.

Pierre FRANK.

ANDRÉ MARTY MUT DE LA IV^e INTERNATIONALE

apporté par Pierre Frank

dernier salut de la IV^e Internationale Communiste Internationaliste à

été une des plus héroïques figures du prolétariat français dans les 50

appartenait aux courants anarcho-sindicalistes révolutionnaires qui étaient les plus combattifs, les plus vaillants qui devaient les premiers se sacrifier pour la révolution russe.

la Mer Noire, fut connu de tous par cette glorieuse révolte des matelots et la solidarité des travailleurs de la révolution russe.

campagne inlassable des militants de cette époque que Marty, élu à travers les rangs du prolétariat français, fut enraciné aux bagnes de la III^e République.

Marty rejoignit le Parti Communiste. Il devint secrétaire de l'Internationale. Il devait, dans les dernières années de sa vie, réexaminer la politique qui y fut menée et que soit le jugement qu'on puisse porter sur elle. André Marty ne songea toute sa vie à autre chose qu'à la cause des travailleurs.

ont ici les conditions de son existence furent exclues du Parti Communiste. Il fut victime de calomnies monstrueuses.

prit des contacts avec des organisations révolutionnaires. Nous avons été heureux de voir un rapprochement de nos idées avec les masses, si la mort n'était survenue de si tôt. Demain nous aurons un rapprochement le plus complet.

le 23 octobre, je lui rendis visite déjà très touché par la maladie. Il était particulièrement enthousiaste des événements de Pologne et c'est ce qu'il exprima à Gomulka qui est comme son ami, affirmant l'espoir d'un renouveau révolutionnaire qui referait un jour le Parti Communiste il y a trente

Nous sommes sûrs qu'il était avec les travailleurs hongrois, aujourd'hui calomniés par ceux-là mêmes qui ont calomnié André Marty.

Le renouveau révolutionnaire est en marche. Quelques hommes ont été réhabilités. Beaucoup d'autres, notamment les plus grands de la Révolution Russe, sont encore à réhabiliter. André Marty sera aussi réhabilité.

Aujourd'hui ce n'est qu'un petit nombre qui rend hommage à sa mémoire. Bientôt, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui le feront, qui porteront le souvenir d'André Marty dans la cause pour laquelle il combattit toute sa vie, la cause de la révolution socialiste.

« L'Humanité » a signalé en 6 lignes la mort d'André Marty. « Tribuna Ludu », l'organe central des communistes polonais, lui a consacré toute une page, sauvant le dirigeant révolutionnaire, l'ancien mutin de la Mer Noire et déplorant cette grande perte pour le prolétariat français.

L'AFFAIRE MARTY

d'André MARTY

EN VENTE
AU S. E. L.

LES COMMUNISTES POLONAIS ont choisi d'être avec les masses

Le recul des événements et une information plus ample permettent de mieux approcher, à présent, le déroulement de la révolution polonaise. On ne saurait trouver le moindre élément d'analyse ou simplement d'information objective se rapportant à cet événement dans la presse du PCF.

Pour Maurice Thorez, « la donnée fondamentale est que la réaction internationale n'est pas près de renoncer aux tentatives d'affaiblir l'unité et l'amitié des peuples qui construisent le socialisme, aux tentatives de les diviser pour essayer ensuite de les anéantir un à un. »

Thorez brandit le spectre de la réaction internationale pour détourner l'attention des travailleurs de la faillite du régime stalinien en Pologne et en Hongrie, comme dans les autres démocraties populaires, soulevant contre lui la colère de toute la population travailleuse. Thorez veut, par ce même moyen, réduire la discussion à l'intérieur du parti et présenter ceux qui soulèvent des critiques comme des gens favorisant la besogne de la réaction.

Poznan et Budapest furent des entreprises de la réaction selon les dirigeants du PCF qui savent mieux que les communistes polonais et hongrois ce qui s'est passé dans ces pays.

Les communistes polonais ont compris justement que les dangers réactionnaires trouvaient leur source dans le régime stalinien impopulaire et qu'il n'y avait pas d'autre moyen de combattre ces dangers et d'assurer l'avenir de l'état ouvrier que de prendre la tête du mouvement des masses aspirant à la « démocratisation » du régime. Cette « démocratisation » signifie la liquidation des tares, des déviations bureaucratiques du régime, une orientation qui reprend le cours vers le socialisme. De cela Thorez ne veut en entendre parler. Le « premier stalinien de France », naguère si fier de son titre, vient de découvrir « qu'il n'y a pas eu de stalinisme... car « parler de stalinisme, c'est conduire à l'idée du système ».

C'est pourtant bel et bien au système que s'en prennent les communistes polonais. Roman Jurys vient de situer nettement le problème dans un éditorial du journal « Zycie Warszawy »:

Il y traite d'« absurdes » tous les propos au sujet « d'agents, d'éléments pourris, de presse démagogique, de dollars américains », termes fré-

quemment utilisés dans les déclarations soviétiques au sujet de l'insurrection hongroise. De même, ajoute-t-il, on ne peut considérer soit les événements de Hongrie, soit ceux de Poznan, comme une simple réaction contre l'illégalité stalinienne. « Ce mouvement n'a pu naître que sur la base de profondes contradictions sociales, de profondes contradictions dans le système. »

En effet, ce ne sont pas quelques rectifications de détail qu'entend mettre en vigueur le Parti Ouvrier Polonais Unifié. Le programme des transformations adopté par le VIII^e Plénum du Comité Central de fin octobre concerne presque tous les domaines de la vie nationale comme le précise Gomulka dans son discours à la Conférence nationale des cadres du parti du 4 novembre:

Le VIII^e Plénum du Comité Central de notre Parti a établi dans ses grandes lignes le nouveau programme, programme des transformations qui doivent s'étendre à presque tous les domaines de la vie de notre nation. Le contenu des transformations envisagées conçu de manière la plus générale et la plus large c'est la démocratisation de notre vie réalisée dans l'esprit des principes de base du socialisme, c'est-à-dire dans l'esprit de justice sociale et dans celui du pouvoir populaire.

Toutes les transformations réalisées et prévues ont pour but la consolidation des bases du pouvoir populaire, du système social socialiste, qui après élimination de diverses déviations contradictoires avec sa véritable essence, est pour la classe ouvrière et pour les plus larges couches de travailleurs des villes et des campagnes le meilleur système social.

La démocratisation de notre vie, démocratisation qui a pour but la consolidation du pouvoir populaire au moyen d'une large et directe participation de la classe ouvrière et de toutes les couches des travailleurs à la gestion de l'Etat socialiste peut être introduite dans la pratique régulièrement, c'est-à-dire conformément aux intérêts du peuple les mieux compris, seulement lorsque le processus de la démocratisation sera dirigé par le Parti de la classe ouvrière.

La résolution du VIII^e Plénum a pour point de départ le constat de la faillite du système stalinien et (Suite page 8)

LES COMMUNISTES POLONAIS ONT CHOISI D'ÊTRE

(Suite de la page 7)

sa condamnation. Elle reconnaît la légitimité de l'opposition des masses à ce système, la nature progressive, socialiste de cette opposition. Elle prend la décision de placer le parti à la tête de ce mouvement dans la conduite de la révolution politique. Nous voilà loin des péchés véniels et des petites erreurs inévitables, explication passe-partout de Maurice Thorez pour qui tout se ramène au regrettable « culte de la personnalité ». Cette thèse, outre qu'elle ne tient aucun compte de la réalité, est spécifiquement idéaliste, étrangère au marxisme.

La résolution du VIII^e Plénum serait à reproduire intégralement, nous ne pouvons, faute de place, que citer un passage du début de ce texte :

« Le Parti doit se placer à la tête de la classe ouvrière et de toutes les forces socialistes d'avant-garde du pays pour surmonter les vestiges, les erreurs et les déviations de la période écoulée et afin de mener à bien ce processus, sans égard aux difficultés et hésitations passagères inévitables, et en dépit des manœuvres des forces réactionnaires.

C'est avec logique que le Parti doit vaincre, dans

ses propres rangs, le conservatisme et la pusillanimité, la crainte devant le nouveau, les doctrines surannées et le schématisme, les tentatives de recul et de retour aux vieilles méthodes de direction et de gouvernement, surchargées à la fois par des déviations stalinienne et par celles qui nous sont propres.

C'est à cette condition seulement que nous vaincrons l'atmosphère de désorientation et le sentiment de défiance, que nous mobiliserons et resserrerons les rangs du Parti. C'est à cette condition seulement que nous donnerons une juste orientation aux recherches de ceux qui se trompent parfois mais qui sont sincèrement dévoués à la cause du socialisme.

C'est à cette condition seulement que nous surmonterons les fausses tendances de libéralisme bourgeois, qui se manifestent parmi des éléments hésitants et, en particulier, dans certains milieux intellectuels.

C'est à cette condition seulement que nous isolerons et désarmerons les forces réactionnaires qui raniment leur activité, qui s'efforcent d'aggraver la lutte des classes, qui s'évertuent à exploiter la démocratisation de la vie politique du pays contre le

socialisme, c'est-à-dire contre la démocratie, et à enfoncer un coin entre la Pologne et l'Union Soviétique.

Dans sa lutte contre les forces conservatrices, contre les tentatives de recul, de freinage du développement de la démocratie à l'intérieur du Parti et d'étouffement de la critique, de violation de la légalité, contre les tentatives de retour à la défense de la bureaucratie, du « dignitarisme », contre les écarts entre la parole et les actes, le Parti regroupera et conduira toutes les forces vives du socialisme.

Le Parti doit se placer à la tête du mouvement des travailleurs d'avant-garde, mouvement qui vise à améliorer les méthodes d'exploitation et à accroître la participation directe de la classe ouvrière à la gestion des entreprises socialistes et à la direction du pays.

Le Parti doit se placer à la tête des aspirations des paysans tendant au développement de l'autonomie, au renforcement de la démocratie et des compétences des conseils populaires, au relèvement de la production agricole.

Le Parti doit se placer à la tête du mouvement

A USSI bien en Pologne qu'en Hongrie, nous avons assisté à l'action révolutionnaire spontanée des masses, la plus ample et la plus riche depuis la Révolution d'Octobre, qui a fait naître les organes immortels du vrai pouvoir prolétarien : les comités démocratiques de toutes sortes des masses en armes.

Un tel pouvoir n'est jamais celui de la contre-révolution, qui en réalité ne pourrait frayer son chemin, que dans une deuxième phase de lutte armée précisément contre ce pouvoir. On a été loin d'une telle évolution non seulement dans le cas de la Pologne, mais y compris en Hongrie.

En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évaluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation.

En Hongrie l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire, a provoqué au contraire à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et ces dangers.

Dans les deux cas, l'action spontanée des masses a donné tout ce qu'elle pouvait donner par elle-même : des formes d'organisation du pouvoir, les conseils ; des idées éparses parmi les plus radicales d'un programme politique ; gestion ouvrière des usines ; indépendance des partis et des syndicats par rapport à l'Etat ; droit aux tendances et partis se basant sur les conquêtes économiques et sociales du régime et sur le pouvoir des comités.

On ne soulignera jamais assez l'importance énorme de ces réalisations et de ces mots d'ordre avancés par les masses elles-mêmes, lors de leur propre expérience révolutionnaire et qui rejoignent de si près, qui se confondent en réalité avec notre propre programme.

Ceci a reçu, lors des événements de Pologne aussi bien que de Hongrie, une confirmation, une consécration absolument éclatante.

C'est là la preuve que, tout isolé qu'il soit encore des masses, notre mouvement, grâce à ses traditions et à son éducation communiste, marxiste-révolutionnaire constante, au fait qu'il manie efficacement le marxisme en tant que méthode d'analyse, de compréhension de la réalité vivante et d'orientation, à son vigoureux attachement aux principes, est infiniment plus près des masses révolutionnaires, que n'importe quel appareil puissant ou que n'importe quelle tendance « ouvrière » de masse à direction bureaucratique ou opportuniste.

Les grandes leçons de la révolution politique aussi bien en Pologne qu'en Hongrie se résument dans la création des organes et la formulation par les masses elles-mêmes des mots d'ordre essentiels du pouvoir et de la démocratie politique prolétariens ; ensuite dans l'importance extrême, fondamentale du parti que rien ne peut remplacer en tant qu'élément décisif, non certes pour le déclenchement mais pour la victoire de la révolution.

La révolution hongroise a posé d'autre part des questions auxquelles nous-mêmes devons répondre, non seulement afin d'argumenter efficacement avec les membres des PC, mais pour notre propre éducation théorique et celle du mouvement communiste en général.

S'il est absolument juste de réfuter catégoriquement la version stalinienne d'une « contre-révolution », il serait également faux de minimiser l'absence de direction révolutionnaire consciente dans cette révolution, et les dangers que ce manque peut faire courir au régime social.

Le manque de direction révolutionnaire consciente, ayant des racines parmi les masses, a fait que la situation révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec partout la création des comités dominés par le courant prolétarien, n'a pas pu être exploitée, afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable du moins difficile à combattre par le Kremlin.

Bilan de la révolution politique

(rapport de MICHEL PABLO au XVIII^e)

Au contraire, nous avons vu les éléments disparates du gouvernement Nagy, dont une bonne partie étaient des éléments éduqués dans la confusion et l'opportunisme stalinien, hésiter, abandonner successivement leur position antérieure, élargir la démocratisation dans tous les sens, donner des prétextes au Kremlin sinon l'alarmer effectivement.

Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé au contraire de manœuvrer face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp.

Et pourtant les marges de manœuvre à l'intérieur de ce camp n'étaient nullement négligeables, malgré l'état de compromission extrême du Kremlin par toute sa conduite depuis l'éclatement de la Révolution.

Une véritable direction révolutionnaire qui aurait fait appel aux comités et au courant prolétarien des masses avec sincérité, avec audace aussi, aurait pu les convaincre de comprendre les limites de classe de la démocratisation et la nécessité de l'alliance sur un pied d'égalité avec l'URSS.

Il n'est certes pas sûr que même dans de telles conditions, la deuxième intervention militaire du Kremlin ne se serait pas produite de toute manière, occasionnée par l'ampleur prolétarienne de la révolution. De toutes façons, la position prise par notre Internationale sur la question de l'intervention militaire du Kremlin tient compte de la pire variante. A supposer même que les dangers contre-révolutionnaires furent à un moment donné de la révolution plus grands qu'ils ne l'étaient en réalité — il est maintenant évident que les stalinien ont a posteriori sciemment exagéré ce danger et la « terreur blanche » — il est impossible de recourir à cette solution sans défigurer par ce moyen le sens de la lutte et compromettre l'avenir du socialisme aussi bien en Hongrie qu'internationalement.

Face à la révolte de la quasi unanimité d'un pays, il est inconcevable qu'une poignée de « communistes » à la Kadar s'arroge le droit de parler au nom des « travailleurs » du pays et appelle une armée étrangère à maintenir par son intervention les « conquêtes du socialisme ».

L'argumentation des stalinien sur cette question est une illustration flagrante de leur mentalité de bureaucrates *sui generis* qui ont complètement perverti les notions fondamentales et élémentaires du marxisme révolutionnaire. Pour nous, comme nous l'ont enseigné Marx, Lénine et Trotsky, la classe en tant que telle, brute, avec toutes ses imperfections, limites, confusions est au-dessus du Parti ; le Parti en tant que tel est au-dessus de sa direction.

Nous acceptons la volonté, le verdict de la classe même dans ses errements, car nous voulons la conquérir à nos idées par la persuasion et par sa propre expérience et non pas en se substituant à elle ou en la violentant.

Les stalinien ont pris l'habitude de regarder ces notions à travers les lunettes déformées de sous-officiers primitifs, arrogants et stupides d'une armée à la prussienne. Ils commandent et violentent la classe comme ils commandent et violentent en tant qu'équipe restreinte de direction leur propre Parti.

Justifier, d'autre part, l'intervention de l'armée rouge au nom d'une soi-disant fidélité ou défense « inconditionnelle » de l'URSS trahit également une mentalité stalinienne qui confond l'URSS en tant qu'Etat ouvrier, par sa structure économique et sociale, avec sa direction poli-

intellectuel socialiste plus animé que jamais parmi l'intelligenzia.

Le Parti viendra en aide à l'Union de la Jeunesse Polonaise et aux jeunes dans leurs ardent aspirations à participer largement à la vie politique du pays, dans leurs recherches idéologiques et de méthodes d'organisation, qui contribueront à rattacher plus fortement la jeunesse d'avant-garde au Parti et à renforcer son influence sur toute la jeune génération. »

Le militant communiste français qui doit juger sur pièces et non sur des on-dit, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un différend entre partis communistes, s'étonnera avec nous qu'un Raymond Guyot puisse qualifier l'orientation des Polonais d'opportuniste et de liquidatrice. Liquidatrice du stalinisme, certes! mais non du marxisme-léninisme. Quant à l'opportunisme, le parti qui a voté les pouvoirs spéciaux contre le peuple algérien ne semble pas des mieux placés pour prodiguer des leçons à ceux qui ont choisi d'opérer non en paroles mais par des actes, le retour à Lénine.

(à suivre)

La machine bureaucratique des syndicats polonais a été balayée au cours de la séance inaugurale du neuvième plénum de l'Union des syndicats. Mille délégués spontanément élus à la base dans les entreprises avaient « envahi » la salle des séances, où, normalement, n'auraient dû prendre place que les cent vingt représentants de la « machine » des syndicats. Par contre, les fonctionnaires syndicaux staliens s'étaient pour la plupart abstenus.

Le rapport de la commission intérimaire, qui doit procéder à la réorganisation syndicale, mettait en relief trois tares fondamentales de l'organisation défectueuse :

- 1) Un centralisme bureaucratique aveugle, les décisions étant prises sans consultation de la base;
 - 2) L'acceptation dogmatique du principe selon lequel les intérêts des syndicats sont les mêmes que ceux du gouvernement et du parti, ce qui avait pour résultat l'ignorance de la condition réelle des travailleurs, et conduisait à déterminer leurs salaires sans les consulter;
 - 3) Les syndicats n'avaient aucune indépendance
- Le rapport énonçait ensuite les deux principes directeurs de l'organisation qui doit succéder à l'actuelle Union des syndicats :

1) Les syndicats doivent être aussi libres que le permettent les conditions nouvelles existant aujourd'hui en Pologne;

2) Le parti ne doit pas influencer les questions syndicales, sauf au moyen du vote individuel de ses membres.

Une véritable vague d'indignation devait soulever la salle lorsque la commission des comptes fit savoir qu'elle ne pouvait indiquer comment les revenus syndicaux avaient été employés.

Un délégué indiqua qu'un conducteur de camion touche 1.400 zlotys par mois pour seize heures de travail par jour. « Combien gagnait M. Klossiewicz? », demanda-t-il. Et le rapporteur de la commission des comptes de lui répondre: « 40.000 zlotys par mois. » Ce même délégué demanda encore des précisions sur le montant du loyer de la villa de l'ancien président de l'Union des syndicats, et la salle apprit avec stupeur que ce loyer était de 140.000 zlotys par mois.

Les militants du PCF que l'insurrection hongroise et les événements polonais ont rendu perplexes saisiront peut-être mieux à la lueur de ces simples faits les mobiles qui animent les prolétaires de ces deux pays et l'acharnement de leur lutte.

que en Pologne, en Hongrie

Plénum du Comité Exécutif International

tique actuelle assumée par la bureaucratie soviétique. Quant à nous qui n'avons cessé contre vents et marées et malgré la pression la plus odieuse, la plus terrible, exercée contre notre mouvement par les staliens, de défendre effectivement, inconditionnellement — malgré sa direction stalinienne — l'URSS, Etat ouvrier, contre l'impérialisme et la réaction, nous n'avons jamais mis cette défense au-dessus des intérêts du socialisme et de la révolution mondiale.

Dans le cas de la Hongrie la majorité écrasante des travailleurs s'était dressée et se dresse toujours contre l'armée soviétique agissant pour le compte de la bureaucratie soviétique.

Seule la dialectique primaire de vulgarisateurs du marxisme que sont les chefs staliens à la Thorez, Togliatti et Cie peut identifier ce conflit à une « lutte de classe » entre la « contre-révolution » de toute une population nationale opprimée et « l'Union Soviétique ». Entrer dans ces simplifications grossières, présentées comme une « vraie analyse de classe » de la situation, c'est faire criminellement le jeu de la bureaucratie soviétique et discréditer non seulement le stalinisme mais le communisme. D'ailleurs, si durant quelques moments au cours des événements hongrois a régné une certaine confusion quant à la nature de classe des forces qui dominaient la situation, cette confusion est maintenant liquidée. Depuis la formation du gouvernement Kadar nous assistons à une très nette dualité du pouvoir en Hongrie: d'un côté le pouvoir de l'armée soviétique sur lequel s'appuie exclusivement le dit « gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans » et de l'autre côté les magnifiques, les indomptables conseils démocratiques des vrais ouvriers révolutionnaires hongrois disposant même d'une vraie direction nationale: le conseil national central.

Le tableau est clair, il est devenu incontestablement plus clair pour les masses hongroises elles-mêmes qui mûrissent politiquement d'une minute à l'autre dans le feu, dans le creuset révolutionnaire incomparable que constitue leur lutte placée dans l'ensemble des conditions concrètes qui la caractérisent.

Cette lutte entrera désormais dans l'histoire comme la lutte la plus héroïque sur le niveau politique le plus élevé jamais atteint par le prolétariat international.

LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE DU STALINISME

Il est nécessaire de comprendre, en agissant pratiquement en conséquence, qu'il n'existe aucune force au monde capable de stabiliser pour longtemps sur un échelon quelconque la crise mortelle actuelle du stalinisme international. Toutes les tentatives de la bureaucratie soviétique de résoudre la crise par la seule force, à la manière hongroise, sont vouées à l'échec comme sont vouées à l'échec toutes les tentatives des équipes staliennes à la Thorez dans les PC de stopper la fermentation, d'intimider les opposants, de revenir à « l'ordre » et à la « discipline » monolithique de l'ère stalinienne.

Même la partie la plus stalinienne de la direction politique de la bureaucratie soviétique qui influence actuellement l'ensemble de celle-ci et qui veut faire marche arrière ne saurait que combiner constamment violence et concessions, cédant à Gomulka pour imposer Kadar, lui-même empruntant et dépassant le programme émis par Nagy dans ce moment le plus avancé.

Que Khrouchtchev « le centriste » tombe prochainement en URSS et que Molotov ou Malenkov, « les staliens », lui succèdent, ce ne

serait pas là une solution capable de restaurer l'ancien ordre stalinien, et de toute manière absolument pas une solution durable. Une nouvelle équipe « stalinienne » en URSS serait obligée de combiner les concessions — surtout maintenant en URSS même — avec une impression, avec des manifestations de « durcissement », de fermeté à l'extérieur, en tant que suprême tentative de la bureaucratie avant l'apparition désormais inévitable en URSS d'une nouvelle équipe qui s'engage dans la « déstalinisation » plus loin que l'a fait Khrouchtchev jusqu'à la révolution hongroise.

Car telle est la dynamique révolutionnaire qui se dégage des événements de Pologne et de Hongrie, qui traverse actuellement toutes les démocraties populaires, et se confond — en l'attisant — avec la dynamique propre de l'URSS. La bureaucratie soviétique est une réalité prise actuellement sous les feux croisés de l'impérialisme et des masses révolutionnaires. Elle est apeurée, nerveuse, hésitante, s'efforçant par une action saccadée, spasmodique, de redresser la situation, d'éviter les écueils qui l'assiègent de tous côtés, de survivre. Elle est déchirée, sans convictions, sans perspectives. Toute son action durant les crises polonaise, hongroise et du Moyen-Orient, le démontre. Sa direction politique se soude et se déchire à chaque nouvel assaut des masses et devant la peur de l'impérialisme qui guette cette situation.

Elle a voulu intimider Gomulka et les Polonais, elle a cédé ensuite, presque sur toute la ligne; elle a voulu intimider les Hongrois, elle a cédé ensuite promettant dans sa fameuse déclaration du 30 octobre une libéralisation générale pour tout le glacié et faisant l'auto-critique de ses fautes chauvines; elle a réagi à nouveau contre eux avec une brutalité inouïe, au même moment où elle envoyait son ultimatum aux Anglo-Français. Elle pourrait bien demain permettre sous certaines conditions à Nagy, de reprendre le pouvoir en Hongrie et se livrer elle-même à une nouvelle auto-critique de ses errements et crimes.

Considérer qu'il peut y avoir pour toute une période une stabilisation d'une équipe néo-stalinienne capable de maintenir une situation comme celle qui existe actuellement en Hongrie, de consommer la rupture avec Tito, d'accepter son isolement actuel des masses prolétaires, de risquer ses alliances avec les bourgeoisies coloniales, c'est considérer en réalité la variante suivante: une politique du pire de la part de la bureaucratie aboutissant, sinon provoquant délibérément une issue de la crise par la guerre.

Naturellement, cette variante n'est pas totalement exclue, elle est surtout réelle — en tant que danger réel — pendant la période intérimaire actuelle où l'ancienne équipe de la direction politique de la bureaucratie soviétique est de toute manière condamnée et compromise — aussi bien envers les « vrais » staliens qu'envers les éléments « libéraux » — et qu'une nouvelle équipe capable de se placer dans le sillage de la dynamique objective, allant plus loin dans la « déstalinisation » ne se dégage.

De toutes façons le sort définitif du stalinisme moribond, déjà, dans les démocraties populaires et les Partis communistes des pays capitalistes et dépendants, se jouera maintenant de manière décisive en URSS même, dans des délais relativement courts. Sauf naturellement en cas d'éclatement d'une guerre majeure qui allongerait éventuellement ces délais.

Dans une telle situation extraordinaire où la crise catastrophique du stalinisme se propage avec le souffle d'un ouragan, la tâche centrale qui s'impose c'est de créer, de présenter devant les masses l'alternative d'une nouvelle direction communiste révolutionnaire.

Pour l'accomplissement de ces tâches, l'histoire crée maintenant des conditions exceptionnelles: l'existence déjà du programme et des cadres représentés par la IV^e Internationale; des forces révolutionnaires nouvelles qui par leur propre expérience retrouvent ou sont capables de retrouver ce programme. Cette fusion est maintenant possible, il s'agit de la rendre par notre propre action inévitable dans des délais relativement courts.

Lettre ouverte de l'U.G.T.A. à LACOSTE

Nous avons appris par la presse la publication au Journal officiel d'un décret aux termes duquel il est mis fin au mandat des représentants du personnel élus notamment sur les listes de l'ex-CGT. Les postes ainsi rendus vacants seront pourvus par voie de décision administrative.

Cette décision semble apparemment viser l'UGSA (ex-CGT), mais en réalité elle frappe l'UGTA dans sa représentation ouvrière, car vous n'ignorez pas que la presque totalité des travailleurs musulmans précédemment adhérents à l'ex-CGT, ont rallié en masse nos syndicats et notre Centrale. De ce fait beaucoup de délégués de personnel élus sur les listes présentées par l'ex-CGT et appartenant actuellement à l'UGTA devront donc cesser leurs activités et leur remplacement est laissé à la libre appréciation du Patronat et de l'Administration.

Ainsi c'est le système de « nominations » si cher à votre camarade du parti Naegelen, qui est remis en pratique. Cela nous donne une idée précise sur vos « sentiments démocratiques » et de ce que seront les élections en Algérie sous votre égide.

Ainsi dans certains établissements où la grande majorité des travailleurs sont organisés dans des syndicats affiliés à l'UGTA, vous ne tiendrez aucun compte de la volonté des travailleurs et vous désignerez par arrêté les représentants du personnel choisis parmi les syndicats FO et CFTC et autonomes. Car il ne fait pas de doute que vous voulez surtout distribuer à ces syndicats des postes qui ne leur reviendraient pas par voie d'élections. Vous voulez instaurer en Algérie le caïdat syndical.

D'ailleurs cette décision n'est pas la première qui ait été prise dans le cadre de votre lutte contre l'UGTA. Centrale syndicale légale groupant plus de 100.000 travailleurs de toutes les corporations. Ce chiffre atteindra plusieurs centaines de milliers lorsque certaines libertés dé-

mocratiques seront respectées en Algérie, les grèves des 5 juillet, 1^{er} novembre et 13 novembre 1956 témoignent de notre force, de notre audience et de notre autorité auprès des travailleurs. Des décret et arrêté ont déjà été pris afin de proroger les mandats des membres de certains organismes consultatifs et délibérants fonctionnant en Algérie et de certains représentants du personnel.

Quel crédit auront ces soi-disant représentants du personnel désignés par voie d'autorité? Les dirigeants syndicaux qui accepteraient de jouer le rôle de bœuf enroulé et profiteraient de telles pratiques scandaleuses ne méritent pas la qualité de travailleurs et de syndicalistes.

Plus grave encore, nous avons appris, toujours par la presse, que notre Centrale syndicale qui répond à tous les critères de représentativité, sauf celui de partager votre politique de guerre, adhérente au surplus à la CISL, est déclarée non représentative et ordre est donné aux Autorités administratives et au Patronat de rompre tous contacts avec l'UGTA.

Nous savons que le décret du 17 mars 1956 vous accorde des pouvoirs illimités, il vous permet notamment de ne tenir aucun compte des lois et de la législation ouvrière.

Nous savons que vous n'avez pas négligé la moindre occasion pour nous faire sentir durement vos pouvoirs, mais cette force provisoire que vous détenez actuellement ne doit pas vous faire oublier qu'on ne peut supprimer d'un trait de plume la volonté de plus de 100.000 travailleurs.

Toute cette série de textes exceptionnels portent une grave atteinte aux droits des travailleurs algériens, tendent à nous interdire effectivement toute activité et à créer des monopoles au profit de certains syndicats français.

Cette politique a déjà été utilisée pour briser les mouvements ouvriers marocain et tunisien et

naturellement elle a échoué comme ont échoué toutes les politiques de force. Il nous est agréable de constater que la puissance, l'audience et l'autorité dans le pays et à l'extérieur des Centrales syndicales sœurs, l'UMT et l'UGTT n'ont jamais cessé d'augmenter et aujourd'hui leurs représentants siègent dans les assemblées et gouvernements nationaux et dans les organismes internationaux du Travail.

Nous sommes pleinement convaincus qu'il en sera de même pour l'UGTA quelle que soit la répression dont elle est l'objet; elle sera la grande Centrale de l'Algérie libre, groupant tous les travailleurs sans aucune distinction ethnique, confessionnelle ou philosophique.

Libre aux syndicats FO et CFTC de se taire, de se croiser les bras devant les violations flagrantes de la Législation du Travail, d'applaudir même la répression qui frappe les travailleurs algériens et leurs syndicats et de jouer le rôle de diviseurs au profit du Patronat et de l'Administration colonialiste.

Libre aux autorités préfectorales de prendre des sanctions contre nos camarades grévistes, d'interner nos camarades par centaines dans les camps de concentration, de saisir chaque fois notre journal « L'Ouvrier Algérien » et toutes nos publications.

Les travailleurs algériens eux, ne se découragent pas. Ils continueront leur lutte pour le respect de leurs droits et de leur dignité, pour la cessation de la guerre d'Algérie par la négociation avec le FLN, seul représentant authentique du peuple algérien et seule force politico-militaire capable de faire cesser le feu et de cautionner toute solution du problème algérien.

ALI YAHIA Abdelmadjid, ALLEL Abdelkader, DEKKAR Rahmoun, DJILANI Embarek, ZITOUNI Ahmed, Secrétaires de l'UGTA.

A propos de la démission d'Aimé Césaire

UN COMMUNISTE TUNISIEN NOUS ECRIT

Chers Camarades,

En tant que communiste tunisien j'ai été profondément ému par la lettre d'Aimé Césaire à la Direction du Parti communiste français et je crois ne pas me tromper en disant que chaque communiste nord-africain se pose les mêmes problèmes. La politique du P.C.F. vis-à-vis de la Martinique, s'inscrit dans une attitude globale vis-à-vis des peuples coloniaux. Pour la première fois, un communiste de ces pays ose abandonner cette espèce de complexe d'infériorité systématiquement développé dans nos consciences envers les partis communistes occidentaux et dénoncer une trahison chaque jour plus accentuée. Nous avons trop longtemps craint de faillir à l'internationalisme prolétarien en faisant un acte de critique imposé par la situation. Les choses se sont accumulées en nous-mêmes sans que nous osions les dire. Et plus particulièrement pour nous communistes tunisiens, qui nous devons à nos aînés le redoutable privilège de ne pas avoir participé à la lutte pour l'éviction du colonialisme. Si on a pensé à notre place, comme le dit Césaire, on a pensé en fonction d'intérêts qui ne sont pas les nôtres ni ceux de la classe ouvrière française, en France où la solidarité la plus élémentaire a été repoussée, laquelle aurait pu éviter beaucoup de sang et d'années de lutte, et chez nous où l'on a réussi à nous imposer une politique totalement utopique qui, au fond ne visait qu'à nous cloîtrer dans l'inactivité. Et il est heureux que les derniers événements aient mis en évidence la bureaucratisation des partis communistes, car beaucoup d'entre nous étaient sur le point d'accuser la classe ouvrière française dans son ensemble. Je n'insisterai pas sur l'abandon du P.C.F. de la solidarité vis-à-vis des mouvements coloniaux. C'est un phénomène que vous vivez tous. Mais ce qui nous touche plus particulièrement ce fut la politique qui nous fut im-

posée par ce même parti. La Section coloniale, avec à sa tête Léon Feix, est un organisme qui ne vise pas comme on pourrait le croire, à nous soutenir, mais bien plutôt à se faire l'instrument de cette domination. J'envisagerai le cas de mon propre Parti, le Parti Communiste Tunisien. La domination du P.C.F. a été rendue possible par le fait que dès sa naissance le P.C.T., comme les autres partis nord-africains, a été orienté vers les masses petites bourgeoises françaises qui y ont introduit inévitablement leur conception confusément colonialiste. Tout a été mis en œuvre pour que l'éducation politique de ce Parti ne se fasse pas, cela afin que le P.C.F. garde le monopole de la pensée communiste. Nous étions dans l'attente des décisions du P.C.F. pour fixer notre ligne politique. L'humilité était la règle. Le P.C.T. commence son action pendant l'occupation allemande et appela très vigoureusement à la lutte contre les nazis. Mais ce qui n'échappait pas aux plus incultes des fellahs, c'est-à-dire l'utilisation de la guerre entre deux impérialistes pour conquérir l'indépendance, a échappé à la direction du P.C.T. La lutte anti-nazi est une lutte pro-française. A la fin de la guerre, la participation active dans l'armée française d'éléments tunisiens rendait difficile le maintien de la domination. La Résidence chercha des appuis dans le pays et notamment celui du P.C.T. Alors que la déception des masses devenait de plus en plus grande, on vit le P.C. collaborer avec la Résidence, être de toutes les manifestations officielles. C'est à ce moment-là qu'il défendit le plus vigoureusement l'absurde mot d'ordre d'Union française. Cela nous donna une influence momentanée sur les masses petites bourgeoises françaises, laquelle disparut bientôt, vu tout de même l'ambiguïté de notre politique et les événements internationaux. Le P.C.T. devint alors un organisme squelettique qui avait d'autre préoccupation que de se survivre à lui-même. En 1950, ce fut une reconnaissance toute ver-

bale de la lutte pour l'indépendance. Mais elle était enveloppée dans une phraséologie réformiste, autre signe de l'influence du P.C.F. qui cherchait visiblement à éviter la casse. Lors de la note du 15 décembre 1952 et de l'arrestation des dirigeants néo-destouriens et communistes, le P.C.T. rompit définitivement avec certains mots d'ordre. Mais alors que toutes les organisations nationales organisaient la lutte de masses et les attentats terroristes, le P.C. se contentait de pétitions et d'inscriptions sur les murs. Malgré la faiblesse numérique de notre Parti, il aurait pu organiser des réseaux terroristes et envoyer des camarades dans les maquis. Les dirigeants allèrent même jusqu'à utiliser certains textes de Lénine condamnant le terrorisme individuel, qui ne pouvaient absolument s'appliquer à la situation concrète. Il est encore heureux que les autorités françaises, en arrêtant nos dirigeants, aient enlevé au Néo-Destour le monopole de la lutte nationale, ce qui fut notre seule participation aux yeux des masses. Nous sortîmes de cette lutte sans avoir acquis la moindre influence et après avoir donné au Néo-Destour, parti bourgeois, une autorité absolument incontestée. A notre dernier Congrès, en juin 1956, une opposition assez forte se manifesta. Cela se traduisit par des exclusions et le Parti reste un Parti sans envergure et peut-être sans avenir s'il continue dans cette voie.

Dans ces conditions vous comprenez quel est notre drame. Notre peuple doit être rapidement mené au communisme, car c'est la seule issue possible et nos dirigeants et ceux du P.C.F. porteront peut-être la responsabilité de l'échec de toutes les luttes du peuple. Nous voudrions reconstruire notre communisme en l'adaptant aux réalités tunisiennes, en le dégageant de toute bureaucratie intérieure et extérieure et en répondant aux véritables problèmes de notre peuple.

VERS LA CHUTE D'ADENAUER

DU 28 octobre au 11 novembre, des élections cantonales et municipales ont eu lieu dans une série de provinces de l'Allemagne occidentale. C'est plus de la moitié de la population du pays qui a été appelée à se présenter aux urnes. Ces élections se sont soldées par une importante défaite du parti d'Adenauer et une victoire du parti social-démocrate dépassant de loin les prévisions les plus optimistes. Etant donné que ces scrutins constituaient un test très attendu en raison de la proximité des élections législatives de 1957, leur résultat a frappé de stupeur la réaction allemande. La social-démocratie qui n'avait rien fait pour provoquer un tel raz-de-marée n'a pas été moins surprise. L'opinion générale est que cette poussée du corps électoral ne peut que s'accroître l'an prochain lors du renouvellement du Parlement et que, sauf événement imprévu, le renversement de la majorité au profit des socialistes est inéluctable.

Les chiffres sont éloquents. Dans la province de Hesse le parti social-démocrate passe de 34,6 % des voix à 47,1 % et le CDU d'Adenauer rétrograde de 28,5 % des voix à 21,1 % par rapport à 1953. Dans la Basse-Saxe les socialistes passent de 31 % à 38,5 % alors que le CDU recule de 35,2 % à 20,5 %. Dans la Rhénanie-Palatinat où la prépondérance agricole est très marquée, le CDU voit réduire ses voix de 52,6 % à 41,1 % pendant que le SPD (socialistes) progresse de 28 % à 39,5 % des voix. Si l'on considère les résultats dans les principales villes de ces provinces, la victoire du SPD est encore nettement plus prononcée. Il y devient le parti le plus fort quand il n'atteint pas la majorité absolue.

Enfin, il convient d'examiner avec plus d'attention les résultats dans le pays-clé de la République allemande, la Rhénanie du Nord-Westphalie. Le SPD y passe de 32,6 % à 44,1 % des voix, alors que le CDU recule de 50,4 % à 38,2 %.

Pratiquement, le CDU a perdu plus d'un million de voix, soit 25 % des électeurs d'Adenauer en 1953. Si l'on calcule cette perte au pourcentage des voix des nouveaux électeurs, la perte est de 1 million 275.000 voix.

En même temps, le SPD a gagné 870.000 voix. A ce sujet, il faut tenir compte que le KPD (communistes), en raison de son interdiction, n'avait pas la possibilité de présenter des listes et ainsi des électeurs du KPD ont été automatiquement pris par le SPD. Mais même en tenant compte de cela, il reste un gain effectif de 570.000 voix.

C'est avant tout dans les villes industrielles et dans les quartiers ouvriers que le SPD a gagné des voix. Dans une série de bastions traditionnels du CDU, il y a aujourd'hui des majorités social-démocrates ou bien le SPD est devenu le premier parti (exemple: Cologne, Dusseldorf, Essen). Dans la Rhur le SPD tient toutes les maires.

Les listes social-démocrates furent élues avant tout par la classe ouvrière, à quoi il faut ajouter une partie prépondérante des nouveaux électeurs, c'est-à-dire la jeunesse qui attend du SPD une lutte énergique contre le service militaire. Remarquable est également l'augmentation du nombre des voix des femmes pour le SPD, voix qui constituaient dans les régions catholiques un réservoir pour le CDU. Cela exprime la forte opposition des femmes à la politique gouvernementale des prix.

Dans cette situation il est particulièrement remarquable que tous les partis se trouvant à mi-chemin ou près du SPD ont été rejetés à l'arrière-plan. De plus en plus visibles sont les deux forts pôles, le CDU et le SPD. De plus en plus forte devient la tendance au système des deux partis et ainsi à l'alternative: classe contre classe.

Le KPD n'était pas, en raison du jugement de Karlsruhe, en état de présenter des candidats. Il a essayé dans quelques villes de faire acte de candidature sur des listes « indépendantes ». C'est seulement dans la ville ouvrière de Hanau (usines Dunlop) que trois anciens membres du KPD ont pu être ainsi élus au parlement local. A Essen un militant connu du KPD avait présenté une liste propre et n'a pu recueillir sur elle que 636 voix. La partie la plus grande et la plus saine des électeurs du KPD a donné ses voix au SPD. La direction du KPD avait laissé ouverte cette question; elle avait aussi donné la possibilité d'élire des candidats bourgeois « progressifs ».

A Mulheim, un des centres de l'industrie lourde de la Ruhr, d'anciens militants du KPD ont appelé à élire la liste du Centre catholique parce qu'une de leurs marionnettes du « mouvement » du Front populaire y figurait comme candidat. Tandis que la liste du SPD obtenait 57 % des voix, la liste soutenue par

le KPD en obtenait 0,09 %. C'est un des plus éclatants exemples de la banqueroute politique et morale du stalinisme en Allemagne.

La victoire électorale du SPD ne fut pas une victoire après des combats glorieux. Elle ne reflète ni son activité politique ni son incrustation organisationnelle dans la classe ouvrière. Ce n'était également pas la reconnaissance d'une puissance politique socialiste. C'était la protestation contre la politique d'Adenauer, la pression des masses étant chaque jour plus sensible.

La lutte politique en Allemagne est placée dans les dix à douze mois à venir sous le mot d'ordre du renversement du gouvernement Adenauer. Ceci a également la plus grande importance pour la dynamique des brusques mouvements de la classe ouvrière des pays de l'Europe orientale, et avant tout de l'Allemagne orientale. Par sa politique, Adenauer ne peut que fortifier et durcir la dictature d'Ulbricht dans la zone orientale.

Dans les journées critiques de novembre, on sentait nettement que les larges couches de la population étaient conscientes de ce rôle d'Adenauer. Bien que le socialisme ait été grandement compromis par les ministres socialistes en France et par la bureaucratie stalinienne en Hongrie, les élections qui se sont tenues en ces mêmes jours en Wurtemberg-Bade et en Rhénanie-Palatinat ont donné les mêmes résultats que les élections précédentes en Basse-Saxe, en Hesse et en Rhénanie du Nord-Westphalie. Le SPD est sorti de la lutte électorale avec un grand gain de voix. On doit donc souligner que si les troubles du 17 juin 1953 à Berlin-est et la répression stalinienne ont contribué à assurer la victoire électorale d'Adenauer à l'époque, cette fois les événements de Hongrie ont joué contre lui et ont renforcé la poussée socialiste. La défiance envers Adenauer s'est renforcée avec sa visite à Paris auprès des socialistes de guerre. En dépit des tentatives faites pour exciter une vague d'antibolchevisme, on n'a pas pu ramener les masses à la haine qui sévissait dans le temps de la guerre froide et du pont aérien de Berlin. Pour la population, une chose était claire: si nous avions déjà eu une armée, Adenauer l'aurait engagée en Hongrie ou à Suez. Les masses, considérablement politisées par les événements, ont très clairement reconnu le grand danger qu'entraînerait une armée existante en cas d'événements semblables à ceux de la Hongrie. Elles reconnurent qu'Adenauer était la force prête à s'engager dans une telle aventure.

Les sentiments de la classe ouvrière allemande se dressent aussi bien contre le crime de la bureaucratie stalinienne en Hongrie que contre le bain de sang des impérialistes en Egypte. La direction syndicale du DGB essaya de faire exprimer la « volonté » des syndicats au moyen de tracts et de réunions. Elle-même hurla contre la conduite de la direction stalinienne en Hongrie et voulait en passant ne qualifier les événements d'Egypte que comme des faiblesses de l'Organisation des Nations Unies encore en développement. Mais, sous la pression des ouvriers et des militants des conseils d'entreprise, elle dut changer ses plans et attaquer avec la même vigueur les deux crimes. De nombreuses organisations syndicales et directions syndicales d'entreprise refusèrent de diffuser des tracts, notamment du syndicat des métaux, parce que ceux-ci attaquaient unilatéralement les « Russes » en Hongrie et ne disaient rien sur le conflit de Suez.

En outre, il était important d'observer que le sort des ouvriers hongrois se trouvait beaucoup plus au cœur des préoccupations de la classe ouvrière allemande. Il en résulte visiblement que la classe ouvrière allemande recommence à se sentir comme une partie de la communauté mondiale que constitue le prolétariat international. Otto DINGER.

A LA VEILLE DU CONGRÈS DU P. C. ITALIEN

Nous sommes à quelques jours du Congrès du Parti Communiste Italien.

Le programme et les thèses qui ont été adoptés par le CC pour être soumises au Congrès représentent en fait un compromis: sur le plan organisationnel ils donnent quelques légères satisfactions au « centre-gauche » (notamment en ce qui concerne la préparation du Congrès et la limitation de la discussion dans le Parti), mais sur le plan politique c'est incontestablement le « centre-droit » qui l'emporte et même, dans une certaine mesure, la droite. Ce « compromis » permet ainsi à la direction d'obtenir un vote d'unanimité au CC.

Togliatti, en fidèle disciple des dirigeants du Kremlin, tente maintenant de minimiser l'affaire « Staline et stalinisme », abandonnant ainsi certaines de ses déclarations faites au début de l'affaire elle-même. La résolution va jusqu'à dire que « le caractère démocratique et socialiste de l'Etat soviétique n'a pas été entravé par les conséquences des graves erreurs qui, pendant une certaine période, ont restreint les limites de la démocratie ».

Mais la partie la plus significative des textes adoptés par le CC est bien celle qui s'efforce d'adapter la théorie des « voies nouvelles vers le socialisme » à la situation italienne. Le rôle du PC est réduit à celui d'un « guide de la classe ouvrière: ...dans sa lutte pour le bien-être et la liberté, contre l'oppression politique et l'exploitation économique ». Et encore: « le régime parlementaire, le respect du principe de la majorité... facilitent et assurent, dans les conditions actuelles, la conquête de la majorité par le parti de la classe ouvrière ». Et plus loin: « le respect, la défense, l'application intégrale de la Constitution républicaine sont l'axe de tout le programme politique du parti ». Nous arrêtons là ces citations qui montrent tout l'opportunisme de la direction du PC italien.

En publiant ces thèses et ce programme peu de jours avant le Congrès, la Direction avait montré sa volonté d'étouffer dans l'œuf toute velléité de discussion à la base du Parti. En fait certaines cellules ont même voté sur ces textes avant de les avoir lus! La manœuvre de la Direction semblait devoir réussir et l'appareil reprenait progressivement en main les rouages du Parti, lorsqu'éclatèrent les événements de Hongrie.

Si Togliatti et la direction se déclarèrent immédiatement favorables à l'intervention soviétique en Hongrie, une forte opposition se manifesta néanmoins en particulier dans les Syndicats. C'est ainsi que le leader syndicaliste Di Vittorio (stalinien) et la Direction de la CGT condamnèrent ouvertement l'action soviétique (« pour ne pas se couper des socialistes »...).

Et dans tout le Parti une nouvelle vague de discussions a déferlé, la base imposant aux directions locales une reprise de l'analyse des « erreurs » stalinienne.

C'est donc en fait dans des conditions toutes nouvelles que va se dérouler le Congrès du PC Italien. Il est difficile de prévoir comment il va se terminer. Il est possible que la Direction réussisse une fois de plus à obtenir un vote de quasi-unanimité. Mais ce vote ne reflètera pas la situation réelle dans le PC. Dans les cellules et dans les sections on a déjà enregistré un fait tout nouveau: des votes avec majorité et minorité. Des tendances se font jour qui prennent position contre les thèses du CC et pour des positions de gauche.

Le PC Italien, qui a perdu maintenant l'appui du Parti Socialiste de Nenni, se trouve isolé et sans perspectives. Les militants s'en rendent de plus en plus compte et c'est, en définitive, de leur maturation plus ou moins rapide que dépend aujourd'hui l'orientation future du Parti.

G. PALETTI.

Le prochain numéro de « La Vérité des Travailleurs » paraîtra le 21 décembre.

Port-Saïd évacué, le danger de guerre subsiste

(Suite de la première page)
justesse qu'il parvint en Corée à fixer une ligne d'arrêt provisoire. Aujourd'hui, une énorme partie se joue au Moyen-Orient, économiquement et stratégiquement décisive.

L'intervention américaine pour arrêter la guerre engagée par la France et la Grande-Bretagne n'avait aucun mobile pacifique humanitaire. Dans le gigantesque conflit qui se prépare, les Etats-Unis s'efforcent de mettre de leur côté les pays du bloc de Bandoeng ou du moins de les neutraliser favorablement.

La montée révolutionnaire des peuples coloniaux œuvre dans le sens d'une alliance de ces pays avec les Etats ouvriers. Le Kremlin profite de cette situation, d'autant plus que le développement actuel de l'URSS permet des rapports économiques favorables entre l'Union soviétique et ces pays, tandis que les conditions sont tout autres en ce qui concerne les pays impérialistes.

A la tête des pays coloniaux qui accèdent à l'indépendance politique formelle se trouvent des directions indigènes capitalistes ou féodo-capitalistes qui veulent bien exploiter l'antagonisme est-ouest, mais pas du tout céder leurs propriétés devant les masses paysannes et ouvrières.

Le gouvernement américain mise là-dessus et ira très loin, très très loin, pour amener vers lui les gouvernements des pays coloniaux en voie d'émancipation. On a vu, dans l'affaire de Suez, qu'il a non seulement donné un sérieux coup sur la tête de ses alliés français et anglais mais aussi qu'il a renoncé délibérément à utiliser une occasion favorable, comme il ne s'en présentera peut-être pas à nouveau, pour agir en Hongrie lors de l'intervention des troupes soviétiques. Car il est évident qu'à ce moment-là les Etats-Unis ont renoncé temporairement à toute action en Hongrie, donnant carte blanche au gouvernement soviétique en Europe orientale, pour lui faire d'autant plus énergiquement barrage au Moyen-Orient. Il faut être aussi stupide qu'un petit bourgeois de sous-préfecture pour ne pas le comprendre et pour soupçonner sur les injustices de l'ONU qui emploierait deux poids et deux mesures.

Le gouvernement américain ira très loin pour regagner la confiance des dirigeants des pays du Moyen-Orient et pour barrer la route à l'influence soviétique dans cette région du monde — riche en pétrole et position stratégique essentielle pour le prochain conflit mondial. Le gouvernement américain, pour faire ce barrage, ira même en dernière instance jusqu'à recourir à la guerre. On ne doit pas se laisser troubler par certaines in-

formations alarmistes mises en vedette par le gouvernement français pour tenter de dissimuler son recul. Mais on ne peut, par contre, négliger des déclarations et des actes du gouvernement américain : sa garantie accordée aux pays du pacte de Bagdad (Turquie, Irak, Iran), sa déclaration qu'il s'opposera par la force à la présence de volontaires soviétiques. Cela ne veut pas dire que nous allons tout droit à la guerre ni que le gouvernement américain ne compte que sur la force des armes pour rétablir la situation dans le Moyen-Orient compromise par l'équipée de Suez. Tandis que Français et Anglais voient s'épuiser les richesses accumulées par leurs ancêtres pirates, les Américains ont encore bien des dollars à faire miroiter auprès des dirigeants des pays arabes. On reparlera peut-être bientôt du barrage d'Assouan.

Mais, comme nous l'avons dit dès le premier jour de la crise de Suez, l'été dernier, il y a dans cette région du monde des sources multiples d'incendie, et loin d'aller vers une période de « détente » et de « coexistence pacifique », l'épreuve de force — avec ses hauts et ses bas — se dirige inexorablement vers un conflit mondial.

Ce conflit sera le paroxysme de la lutte entre les forces de la contre-révolution et de la révolution, quelles que soient ses manifestations premières. Le rapport des forces mondial est incontestablement à l'avantage de la révolution; cela trouve son expression jusqu'aux Nations Unies. L'impérialisme pourrait être rapidement battu, sans grands frais pour les masses travailleuses, en dépit de son armement gigantesque, car il n'a ni au Moyen-Orient ni en Asie ni en Afrique et pas même en Europe une base de masse tant soit peu forte pour combattre en sa faveur. Une politique révolutionnaire qui liquiderait promptement les positions du capitalisme en Europe ne laisserait guère d'espoirs de vaincre à l'impérialisme américain.

Mais une telle politique, ce n'est ni des réformistes sociaux-démocrates qu'il faut l'attendre, en dépit de l'attitude qu'ils ont prise en Angleterre contre la guerre d'Egypte, ni de la bureaucratie soviétique et de ses serviteurs, beaucoup plus préoccupés de réprimer la montée révolutionnaire des masses, comme on l'a vu en Hongrie.

La pleine exploitation des difficultés impérialistes pour éviter au monde un surcroît de deuil, de misère et de ruines, dépend avant tout aujourd'hui de la capacité des militants communistes à balayer les directions staliniennes et à créer de nouvelles directions révolutionnaires en état de réaliser le front unique de la classe ouvrière dans une lutte pour le pouvoir des travailleurs.

Le préalable...

(Suite de la première page)

vention américaine mettant fin au conflit algérien et l'appoint des dollars pour leurs économies nationales.

Il n'est pas indifférent que la guerre en Algérie se termine d'une façon ou de l'autre, que le règlement s'effectue sous la pression de telle ou telle force. Imposé par l'action de classe du prolétariat français conjugué avec le combat héroïque de la résistance, la révolution algérienne prenait un essor irrésistible, le socialisme devenait une puissante réalité en Algérie et dans tout le Maghreb. La situation française était transformée en même temps, permettant l'accession d'un gouvernement des travailleurs. Cette perspective n'est pas chimérique, elle était parfaitement réalisable au printemps. Il ne manquait qu'une direction ouvrière reconnue des masses fixant cet objectif et organisant la lutte.

S'en remettre au gouvernement, attendre de lui la décision, l'implorer pieusement d'entreprendre la négociation, sans action de classe, c'est favoriser des compromis qui sacrifieront les intérêts du peuple algérien et qui favoriseront des couches privilégiées au dépens des travailleurs et des paysans pauvres. Nos frères de classe algériens étaient en droit d'attendre une autre aide du prolétariat français puissamment organisé. Ils se souviendront du vote des pouvoirs spéciaux.

Les effets désastreux de la nouvelle campagne d'Egypte commencent à se faire sentir par la classe ouvrière. Les licenciements ont commencé, les réductions d'horaires et de salaires aussi. On commence à circonscrire les branches qui seront les plus touchées : la verrerie, les industries mécaniques, l'automobile, le bâtiment, les produits chimiques. Il ne s'agit encore que d'approximations, il est vrai, mais les perturbations seront importantes, elles s'étendront sans doute sur près d'un an et produiront des effets économiques et financiers bien plus lointains.

Le chômage, l'abaissement des salaires s'accompagneront d'une hausse effrénée des prix, de l'augmentation des impôts, de l'inflation galopante. Les grands facteurs de cette évolution générale sont le déséquilibre budgétaire; déficit croissant avec la guerre d'Algérie fortement aggravé par l'affaire de Suez, et le déficit du commerce extérieur qui s'accompagne d'une hémorragie des devises (au rythme actuel les réserves en dollars de la Banque de France seront complètement épuisées dans sept mois).

Le gouvernement qui a voulu jouer au grand garçon en est réduit à quémander l'aide américaine qui ne s'accorde pas sans conditions.

Comment la classe ouvrière résistera-t-elle à l'offensive contre ses conditions de vie, à la volonté patronale et gouvernementale de lui faire payer la note des aventures impérialistes? Il est permis de se poser la question vu l'état actuel des organisations ouvrières. Les réserves combattives des travailleurs sont intactes. Les masses sont excédées par les contradictions, les folies du régime actuel, la puissance de leur riposte peut être terrifiante. Elles peuvent engager des actions qui balayeront tout sur leur chemin. Tout peut encore être sauvé, retourné en relativement peu de temps.

Mais Frachon et Thorez se bercent d'illusions s'ils s'imaginent pouvoir encore entraîner toute la classe dans la bataille. Encore faudrait-il qu'ils veuillent mener cette bataille à laquelle ils ont renoncé depuis trop longtemps. Le premier pas en serait de formuler un programme de classe qui s'attaque aux maux, assène des coups décisifs au capitalisme, ouvre la voie à un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire tout le contraire du programme: Pour une politique de salut national, que vient de publier « l'Humanité ».

L'appel à tous les patriotes, à toutes les forces nationales et démocratiques, pour le salut de la patrie, pour un gouvernement à l'image de la majorité du 2 janvier, sous son apparence large et généreuse, incluant tout le monde, ne mobilise pas les travailleurs ni personne.

Frachon et Thorez se trompent s'ils pensent que le temps leur permettra de surmonter l'écœurement suscité chez les travailleurs par la répression sanglante en Hongrie. Des actes comme ceux commis par l'armée soviétique en Hongrie sont irréparables. Les travailleurs français sont écœurés par la complicité de Thorez dans ce crime.

Frachon et Thorez peuvent encore parler de Front unique, ils peuvent s'adresser aux travailleurs socialistes, chacun comprend qu'ils prêchent dans le désert désormais. Les travailleurs socialistes sont certes mécontents de Guy Mollet mais Thorez les a soudés à leur direction. Les événements de Pologne et de Hongrie constituent un terrible réquisitoire contre le stalinisme dont Thorez continue à se faire le défenseur. Les Rakosi-Gera n'existent pas qu'en Hongrie. Thorez en est le spécimen français.

Rakosi était l'obstacle pour l'accession au socialisme. Thorez est l'obstacle pour l'action générale des masses ouvrières et la conquête du pouvoir par les travailleurs. L'élimination de l'équipe Thorez qui précipitera le départ de la direction socialiste Mollet, est le préalable du renouveau du mouvement ouvrier. C'est aussi le préalable du Front unique, d'une véritable offensive ouvrière englobant toutes les masses travailleuses du pays. La liquidation des équipes bureaucratiques Thorez-Mollet redonnera confiance à la classe ouvrière en sa force, libérera l'énergie créatrice et l'initiative des travailleurs, redonnera son dynamisme à la jeunesse qui se retrouvera au premier rang dans la bataille.